

Le dossier Économie de l'Élevage

TOUS LES MOIS, UNE ANALYSE SUR LES FILIÈRES BOVINES, OVINES ET CAPRINES



Avril 2013



n°434

2012

L'année économique ovine Perspectives **2013**

Rédaction :

Département Économie
de l'Institut de l'Élevage (GEB)

Les études publiées dans le cadre des Dossiers Économie de l'Élevage, bénéficient du financement
du Ministère de l'Agriculture

et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, des Interprofessions lait et viande et de FranceAgriMer

L'année économique ovine 2012 : en attendant la PAC...

Le regain de production de 2011 ne s'est pas poursuivi en 2012.

En 2011, la mise en place de la nouvelle prime ovine et des prix en hausse avaient permis le redressement du cheptel et dopé les sorties (+6%), du jamais vu depuis trois décennies. Cependant, cette amélioration des disponibilités était également due à la sécheresse et la hausse des coûts de production, qui avaient incité les éleveurs à liquider une part notable de leur cheptel. Cette décapitalisation avait affecté le troupeau allaitant, mais aussi le troupeau laitier qui jusqu'alors progressait année après année.

En 2012, le potentiel de production était d'emblée entamé par le moindre nombre de femelles présentes, d'autant que la sécheresse a handicapé la fertilité. La production française d'agneau a reculé de 6,5% par rapport aux hauts niveaux de 2011. Les prix payés aux producteurs se sont par ailleurs maintenus à des niveaux record. La Nouvelle-Zélande et l'Australie ont en effet continué à réorienter leurs exportations vers l'Asie malgré des disponibilités en forte hausse. Et jusqu'en fin d'année, les exportations britanniques sont restées faibles, retardées par un climat particulièrement humide. Ces faibles importations ont soutenu les cours mais cela n'a pas été suffisant face à la nouvelle flambée des aliments du bétail et à l'incitation à la « végétalisation ». Fin 2012, le cheptel reproducteur français est ainsi à nouveau en baisse, de 2% par rapport à 2011.

On peine à distinguer l'éclaircie en 2013. En effet, les productions de viande ovine en forte hausse au Royaume-Uni, en Irlande et en Nouvelle-Zélande devraient peser sur les prix européens. Cependant, des événements climatiques de grande ampleur affectent de nouveau l'Océanie et les îles britanniques en ce début d'année (températures extrêmes en Australie, sécheresse dans l'île du Nord en Nouvelle-Zélande, neige et froid très inhabituel au Royaume-Uni). En outre, la baisse des prix de la viande ovine handicape la production outre-Manche et en Nouvelle-Zélande par rapport à la production de lait de vache notamment. La concurrence à l'importation devrait donc se modérer à terme, après une décapitalisation prévisible.

C'est un retournement de ce type que connaît actuellement la filière ovins lait, après deux années d'excédents à l'échelle européenne. Le recul des prix et de la rentabilité des exploitations en Espagne et en Italie a en effet entraîné une forte contraction de l'offre en 2012. Le marché du lait en vrac s'est résorbé, permettant ainsi, de concert avec la meilleure maîtrise de la saisonnalité dans les bassins français, une nouvelle progression des prix.

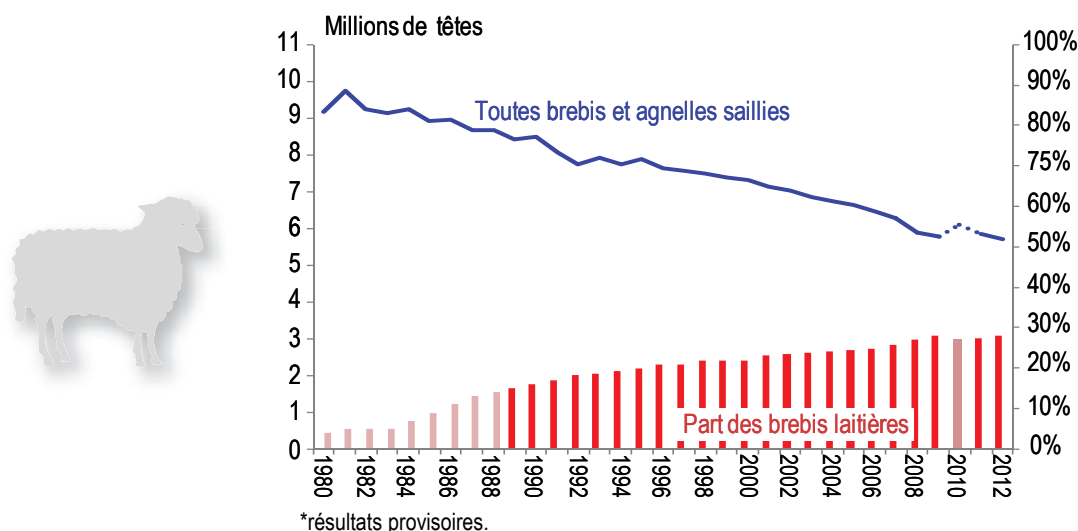
Dès 2013, un signal fort doit être envoyé aux producteurs ovins français, afin de ne pas davantage entamer le potentiel de production. Les options françaises pour la réforme de la PAC (1er et 2^{ème} piliers), qui devraient être annoncées au 2nd semestre, seront déterminantes pour l'avenir des éleveurs et de la filière ovine.



	L'année économique ovine 2012 : en attendant la PAC...	1
1	La viande ovine en France : recul de la production en 2012	5
	Réduction du cheptel après la sécheresse de 2011	5
	Forte chute de la production française	7
	Les échanges d'ovins vivants affectés par la crise économique dans le Sud de l'UE	9
	L'érosion des importations de viande s'est poursuivie en 2012	11
	Inquiétudes persistantes sur l'évolution de la consommation	13
	Baisse des prix à la production en fin d'année	15
	Baisse des prix des laines et peaux	15
	Des coûts de production surtout tirés par le prix de l'aliment du bétail	17
2	Le lait de brebis : une meilleure maîtrise de la saisonnalité en France et une baisse de la collecte partout en Europe	19
	Recul généralisé de la collecte	19
	Des fabrications dynamiques	21
	Consommation française morose et reprise à l'export	21
	La hausse des prix ne couvre pas le renchérissement des charges	23
	Échanges européens : plus de fromages, moins de lait en vrac	23
3	Le marché européen : recul de la production et des importations	27
	Poursuite de la baisse tendancielle du cheptel européen en 2011	29
	Réorientation des flux d'ovins vivants	31
	Recul de l'offre européenne en viande ovine	33
	Nouveau repli des importations en provenance des pays tiers	35
	Échanges de viande intra-UE : dynamisme des envois irlandais et espagnols, recul des exportations britanniques	39
	Nouvelle chute de la consommation européenne en 2012	41
	Maintien des prix européens à des niveaux élevés	43
4	Le marché mondial : davantage d'agneaux	47
	Nouvelle-Zélande : l'amélioration de la productivité numérique des brebis booste les exportations	49
	Australie : rebond des exportations de viande ovine	51
	Mercosur : recul de la production	53
5	Prévisions 2013 : encombrement du marché européen	57
	Des évolutions de cheptel contrastées	57

Évolution du cheptel ovin reproducteur en France (brebis et agnelles saillies)

Figure 1.1



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

Évolution annuelle du cheptel ovin reproducteur en France

Figure 1.2

Millions de têtes	1980	1990	% annuel 80-90	2000	% annuel 90-00	2009	2010	2011	2012*	% annuel 12-11
Total ovins	12,85	11,07	-14%	9,32	-16%	7,53	7,96	7,62	7,45	-2,2%
Brebis et agnelles saillies	9,19	8,48	-8%	7,31	-14%	5,77	6,09	5,84	5,71	-2,1%
Brebis et agnelles saillies allaitantes	-	7,13	-	5,70	-20%	4,15	4,44	4,24	4,13	-2,6%
Brebis et agnelles saillies laitières	-	1,35	-	1,60	19%	1,62	1,65	1,60	1,58	-1,0%

*Données provisoires

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Abattages contrôlés d'ovins en France

Figure 1.3

	Brebis (1000 têtes)	Brebis (1000 téc)	Agneaux (1000 têtes)	Agneaux (1000 téc)	Total (1000 têtes)	Total (1000 téc)
2002	606,6	15,9	5 128,3	90,2	5 734,9	106,1
2003	651,3	17,0	5 055,7	89,1	5 707,0	106,1
2004	635,1	16,8	4 824,8	85,4	5 459,9	102,3
2005	613,5	15,9	4 722,8	83,7	5 336,3	99,7
2006	639,6	17,0	4 632,2	82,4	5 271,7	99,5
2007	593,4	15,8	4 568,2	81,1	5 161,7	96,9
2008	634,2	16,3	4 227,3	74,0	4 861,5	90,3
2009	567,4	14,3	3 866,2	68,6	4 433,6	82,9
2010	546,3	14,0	3 860,2	68,8	4 406,6	82,8
2011	572,5	14,8	3 965,9	70,6	4 538,4	85,4
2012	559,2	14,6	3 793,4	68,3	4 352,6	82,9
2012/11	-2,3%	-1,2%	-4,3%	-3,2%	-4,1%	-2,9%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste

1

La viande ovine en France : recul de la production en 2012

L'année 2011 s'était achevée sur un bilan trompeur : la hausse conjuguée des prix et de la production avait estompé l'impact du manque de fourrages sur la fertilité des brebis. En 2012, la production française a ainsi connu un net repli faute d'agneaux disponibles. Même si la baisse des importations a permis aux cours de progresser, les coûts de production ont de nouveau fortement augmenté à partir de l'été et la décapitalisation s'est poursuivie.

Réduction du cheptel après la sécheresse de 2011

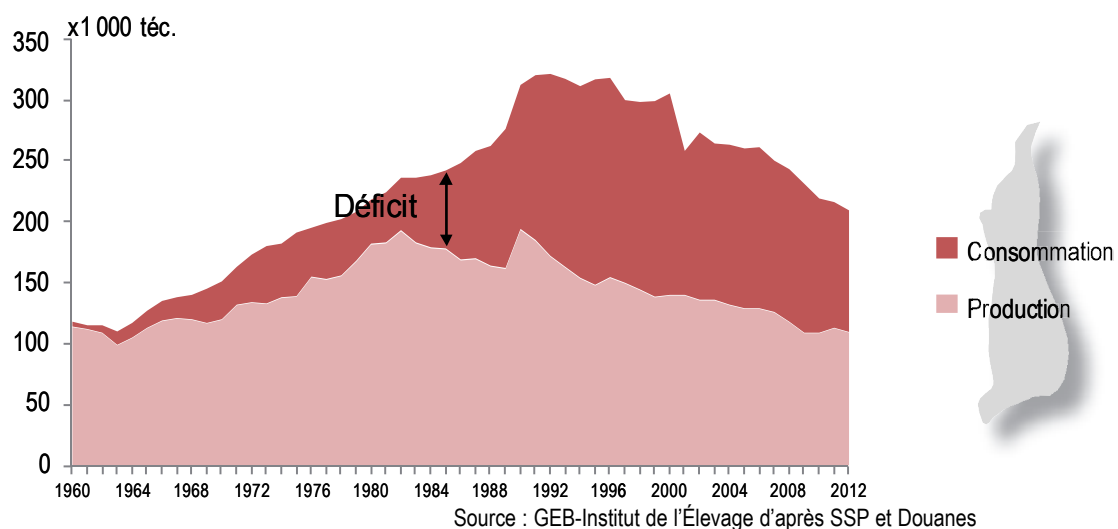
Selon les chiffres de l'enquête cheptel transmis par le ministère français à Eurostat, les effectifs de brebis et d'agnelles saillies auraient lourdement chuté fin 2011 : à 5,83 millions de têtes, ils affichaient un recul de plus de 4% par rapport à décembre 2010. Le manque de ressources fourragères causé par la sécheresse et la hausse des coûts de production avaient en effet incité les éleveurs français à augmenter les taux de réforme en 2011, en dépit de l'augmentation du prix de la viande ovine. Cependant, les données du SSP ne sont pas directement comparables à celles des années précédentes du fait du rebaselement de l'échantillon de l'enquête cheptel : il semble probable que le recul du cheptel ait été moins prononcé. Ainsi, les chiffres issus des paiements de la nouvelle aide ovine sont moins alarmants : début 2012, 5,26 millions de brebis étaient éligibles à cette prime couplée, soit 2% de moins qu'en 2011. Cette baisse reste inférieure aux reculs enregistrés dans la seconde partie des années 2000, après le découplage partiel de la prime à la brebis et avant la mobilisation des fonds de l'article 68 en faveur de la filière.

Le recul a été plus marqué dans les bassins allaitants. Les chiffres de l'aide ovine indiquent que les plus fortes baisses ont à nouveau été enregistrées dans le bassin herbager du Centre-ouest : en repli de 5% sur un an, les effectifs primés sont tombés à respectivement 435 000 et 345 000 têtes en Poitou-Charentes et dans le Limousin. Les reculs sont aussi très marqués dans les régions où la concurrence avec les grandes cultures est la plus forte, comme en Lorraine (-3% à 167 000 têtes), dans le Centre (-2% à 126 000 têtes) et en Picardie (-3% à 60 000 têtes).

> > >

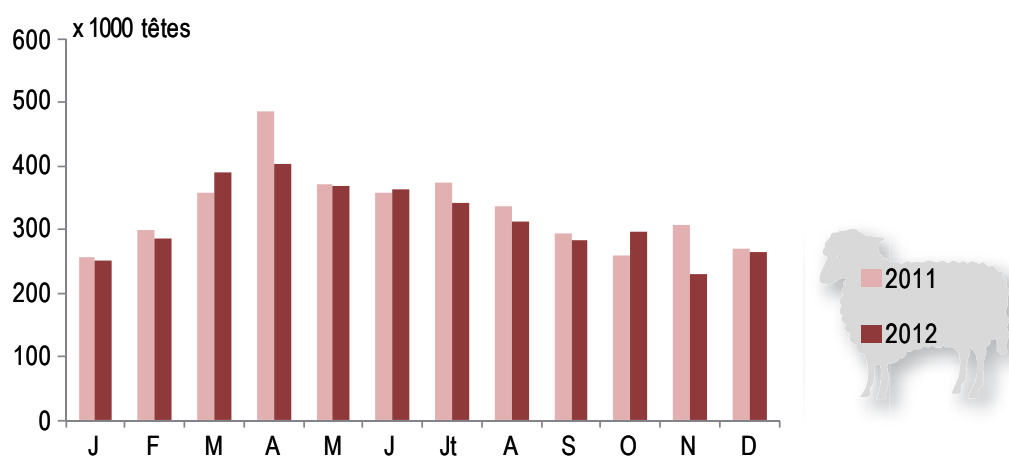
Production et consommation de viandes ovine et caprine en France

Figure 1.4



Répartition saisonnière des abattages contrôlés d'agneaux en 2011 et 2012

Figure 1.5



Le cheptel des bassins extensifs du grand Sud-Est, moins exposé à la sécheresse en 2011 mais aussi à la hausse du coût du concentré, encaisse des baisses plus modérées : en PACA et dans le Languedoc-Roussillon, les effectifs primés ont plafonné à respectivement 590 000 et 267 000 têtes début 2012, soit 1% de moins qu'en 2011. Mais, en Rhône-Alpes, le nombre de brebis primées a reculé de 2% à 263 000 têtes.

Le cheptel des bassins à dominante laitière a connu des évolutions presque aussi contrastées. Dans la région Midi-Pyrénées, le cheptel primé a baissé de 2% à 1,39 million de têtes. Les effectifs de brebis éligibles à l'aide ovine sont restés stables en Aquitaine, à 589 000 têtes, grâce à des effectifs en légère hausse dans le département des Pyrénées-Atlantiques (+0,4%). Enfin, le nombre de brebis corses primées a baissé d'environ 1,5%, à 88 000 têtes.

Forte chute de la production française

Les sorties contrôlées¹ d'agneaux des exploitations françaises (abattages contrôlés + export en vif – import en vif) ont reculé de près de 6,5% en 2012, à 4,01 millions de têtes, sous le double effet de la baisse du cheptel reproducteur fin 2011 et du repli de la productivité numérique des brebis.

En effet, la productivité numérique apparente (rapport entre les sorties contrôlées d'agneaux en 2012 et les effectifs de brebis et agnelles saillies fin 2011) n'a pas dépassé 0,69. Les facteurs à l'origine de cette faible productivité sont multiples : manque de fourrages au moment des luttes et des mises-bas, mortalité des agneaux importante, virus de Schmallenberg, hausse du coût de l'alimentation et des frais vétérinaires, etc.

En raison de la hausse des importations d'agneaux vivants et de la baisse des exportations, la chute des abattages contrôlés d'agneaux en France a été limitée à 4%, à 3,79 millions de têtes sur l'année. Les poids carcasse ayant progressé de plus de 1% par rapport à 2011 à la faveur de conditions climatiques plus clémentes, le recul des abattages contrôlés d'agneaux est plus restreint en volumes : -3% à 68 300 téc.

Face au manque de ressources fourragères, les éleveurs avaient dû liquider une part croissante de leur cheptel reproducteur en 2011 ce qui laissait présager une forte baisse des réformes pour 2012. Néanmoins, le recul des abattages contrôlés de brebis s'est limité à 2,3%, à 560 000 têtes en 2012. En effet, la hausse des importations d'animaux adultes et la baisse des opportunités à l'export en vif ont fait affluer plus de 50 000 ovins de réforme supplémentaires dans les abattoirs français. Au total, on estime que les sorties de brebis des exploitations françaises (abattages contrôlés + export en vif – import en vif) auraient chuté de 10% en 2012.

Le recul de la production française en 2012 a ainsi été largement modéré par la hausse des poids de carcasse et par la dégradation du solde du commerce extérieur en ovins vivants. À 82 900 téc sur l'année, les abattages contrôlés d'ovins se sont ainsi repliés de moins de 3% par rapport à 2011.

> > >

¹ Dans cette publication, nous n'utilisons que les chiffres français contrôlés. En effet, le coefficient de redressement (x 1,22) calculé dans les années 1980 pour tenir compte des abattages hors abattoir est désormais totalement obsolète.

Importations françaises de viande ovine (1000 téc)

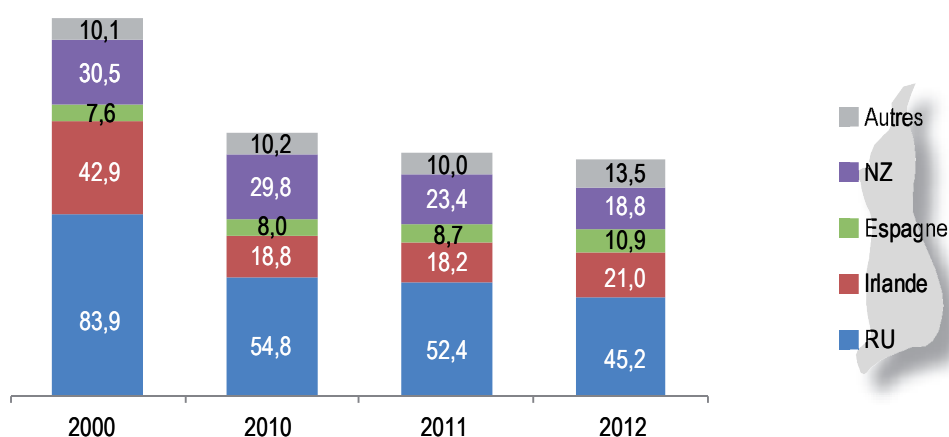
Figure 1.6

	Total	Total UE	Royaume-Uni	Irlande	Espagne	Nouvelle-Zélande
2000	175,0	139,2	83,9	42,9	7,4	30,5
2001	128,0	87,6	24,3	44,5	10,8	34,9
2002	145,1	97,2	46,8	35,1	10,9	42,3
2003	139,1	98,2	52,9	30,2	9,5	36,1
2004	140,7	99,9	55,0	33,7	8,1	34,3
2005	141,3	102,6	57,8	34,1	7,3	33,4
2006	143,8	106,1	58,3	30,3	10,5	33,0
2007	134,3	94,7	48,1	27,5	10,9	34,8
2008	135,5	97,5	59,3	23,5	7,8	31,7
2009	134,5	94,6	60,7	22,7	6,0	33,2
2010	121,7	86,9	54,8	18,8	8,0	29,8
2011	112,7	85,1	52,4	18,2	8,7	23,4
2012	109,6	88,1	45,2	21,0	10,9	19,0
12/11	-3%	+3%	-14%	+16%	+25%	-19%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

Importations françaises de viande ovine selon les principaux fournisseurs

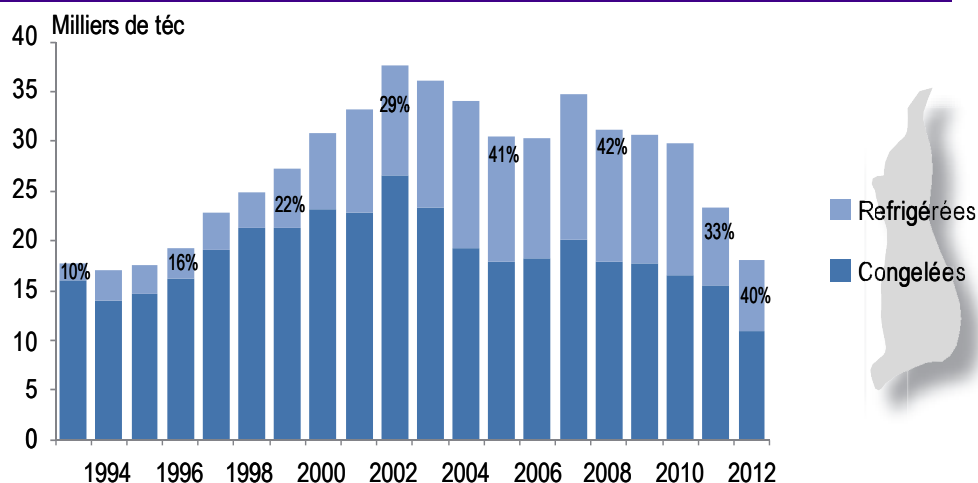
Figure 1.7



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

Importations françaises de viandes ovines néo-zélandaises

Figure 1.8



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

Les échanges d'ovins vivants affectés par la crise économique dans le Sud de l'UE

Les **importations françaises d'ovins vivants** ont rebondi de 5% en 2012, à 365 000 têtes. L'intégralité de cette hausse est due aux achats d'animaux espagnols, qui, à 223 000 têtes sur l'année, ont grimpé de 73% par rapport à 2011. Face à une consommation intérieure morose, les opérateurs espagnols ont en effet cherché à écouler ces animaux légers (environ 25 kg vif) à prix « cassé » (3,50 €/kg vif), notamment dans le Sud de la France.

En revanche, les envois d'ovins d'Europe de l'Est vers la France ont été réduits d'un quart, à 58 000 têtes selon les douanes françaises, en raison de la réorientation des flux vers les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, notamment à la veille de l'Aïd. De même, les importations françaises d'animaux néerlandais ont à nouveau reculé, de 34% cette année à moins de 50 000 têtes. Les agneaux hollandais naguère exportés sont aujourd'hui absorbés par la consommation intérieure, plus dynamique qu'en France.

On estime que les agneaux de lait du bassin laitier constituent environ 75% des **exportations françaises d'agneaux vivants**. La majorité d'entre eux sort en fin d'année, au moment de l'ouverture des laiteries dans les grands bassins laitiers français, et à l'approche de fêtes de Noël, période traditionnelle pour la consommation d'agneau de lait en Europe du Sud. En 2012, les exportations d'agneaux vivants sont restées moroses tout au long de l'année. À moins de 540 000 têtes, elles sont en recul de 14% par rapport à 2011. Si, en début d'année, cette baisse des effectifs s'était accompagnée d'une progression des prix par rapport à 2011, cela n'a pas été le cas pour la fin d'année. En décembre, les agneaux de la nouvelle saison ont été vendus 5% moins chers qu'en 2011, à 4,10 €/kg vif.

Les expéditions vers l'Espagne, premier débouché des agneaux de lait français, ont chuté de 15% à 400 000 têtes. En effet, malgré le repli de la production espagnole, la baisse de la consommation y a été telle que les opérateurs ont limité leurs importations. Les exportations françaises d'agneaux vivants vers l'Italie ont moins reculé, d'environ 8% en 2012, à 140 000 têtes. En Italie, les importations d'animaux vivants représentent 15 à 20% de la consommation de viande ovine (contre 2% en Espagne), et constituent donc une source structurelle d'approvisionnement. En outre, les agneaux français sont très minoritaires dans les approvisionnements transalpins (15% environ contre 90% en Espagne), les pays de l'Est en fournissant l'essentiel. Or ceux-ci réorientent progressivement leurs envois vers le Sud et l'Est de la Méditerranée. Enfin, l'agneau corse, plus précoce, a une place à part sur le marché italien arrivant juste avant les sorties d'animaux sardes.

Les **exportations françaises d'ovins de réforme** ont également accusé une lourde chute, de près de 35% à 73 000 têtes. Alors que les effectifs expédiés vers l'UE sont restés stables à 55 000 têtes (dont 80% vers l'Italie), les envois vers le Liban ont été divisés par trois et sont tombés à 18 000 têtes face à la compétition exercée par les animaux espagnols, souvent bradés.

> > >

Structure et évolution des importations françaises de viandes ovines et d'animaux vivants (1000 téc)

Figure 1.9

	2000	2009	2010	2011	2012	12/00 %	12/11 %
Viandes fraîches et réfrigérées	144,3	104,0	92,6	85,6	87,8	-39%	+3%
dont carcasses	126,1	76,0	67,7	65,8	66,3	-47%	+1%
dont quartiers ou morceaux avec os	14,0	19,9	19,0	15,5	16,1	+15%	+4%
dont morceaux désossés	4,3	8,1	5,9	4,4	5,4	+26%	+23%
Viandes congelées	30,3	29,7	27,0	26,7	21,7	-28%	-19%
dont carcasses	0,9	0,6	1,1	1,3	1,0	+6%	-26%
dont quartiers ou morceaux avec os	17,0	14,7	12,9	13,3	9,7	-43%	-27%
dont morceaux désossés	12,3	14,4	13,0	12,1	11,0	-11%	-9%
Total Viandes	174,6	133,7	119,6	112,3	109,5	-37%	-3%
Animaux vivants	10,2	6,1	5,9	3,8	4,0	-60%	+5%
Total	184,8	139,8	125,5	116,2	113,5	-39%	-2%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes

Détail des importations françaises de viande ovine en 2012

Figure 1.10

	Total (1000 téc)	Part NZ	Prix €/kg NZ	Part Irlande	Prix €/kg Irlande	Part RU	Prix €/kg RU
Carcasses d'agneaux fraîches/réfrigérées	62,1	0%	-	20%	5,08	63%	4,81
Autres carcasses fraîches/réfrigérées	4,1	0%	-	16%	4,84	11%	6,45
Morceaux non-désossés frais/réfrigérés	16,1	35%	6,35	27%	4,21	24%	4,65
Morceaux désossés frais/réfrigérés	5,4	24%	10,48	36%	5,60	15%	6,10
Carcasses d'agneaux congelées	0,9	18%	5,09	43%	4,93	15%	5,17
Autres carcasses congelées	0,0	0%	-	0%	-	1%	5,28
Morceaux non-désossés congelés	9,7	78%	5,68	3%	3,85	4%	3,97
Morceaux désossés congelés	11,0	38%	5,76	9%	3,79	5%	3,13
Total	109,5	17%	6,23	19%	4,86	41%	4,81

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes

Part des différentes catégories d'importations de viande ovine en France

Figure 1.11

	2000		2012	
	NZ	Toutes provenances	NZ	Toutes provenances
Carcasses fraîches/réfrigérées	0%	72%	0%	61%
Morceaux non-désossés frais/réfrigérés	22%	8%	31%	15%
Morceaux désossés frais/réfrigérés	3%	2%	7%	5%
Carcasses congelées	2%	1%	1%	1%
Morceaux non-désossés congelés	46%	10%	42%	9%
Morceaux désossés congelés	28%	7%	18%	10%
Toutes viandes	100%	100%	100%	100%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes

L'érosion des importations de viande s'est poursuivie en 2012

En 2012, les importations françaises de viande ovine ont de nouveau pâti du manque de disponibilités en Europe, mais aussi de la redirection des flux mondiaux vers les marchés asiatiques et vers l'Europe du Nord, où la hausse de la demande haut de gamme a entraîné une progression rapide du prix de l'agneau. À 109 500 téc sur l'année, les volumes de viande ovine importés par la France ont reculé de 3% par rapport à 2011.

En moyenne sur l'année, le prix des importations françaises a reculé de 3% à 5,0 €/kg de carcasse. Il est toutefois resté élevé sur les trois premiers trimestres, malgré un pic à Pâques moins marqué qu'en 2011. En fin d'année, il a brutalement décroché face à l'afflux d'agneau à bas prix en provenance d'Irlande et surtout de Nouvelle-Zélande. Cette baisse des prix a déclenché un sursaut des importations françaises : encore en recul de 5% jusqu'en septembre, elles ont progressé de 5% au dernier trimestre.

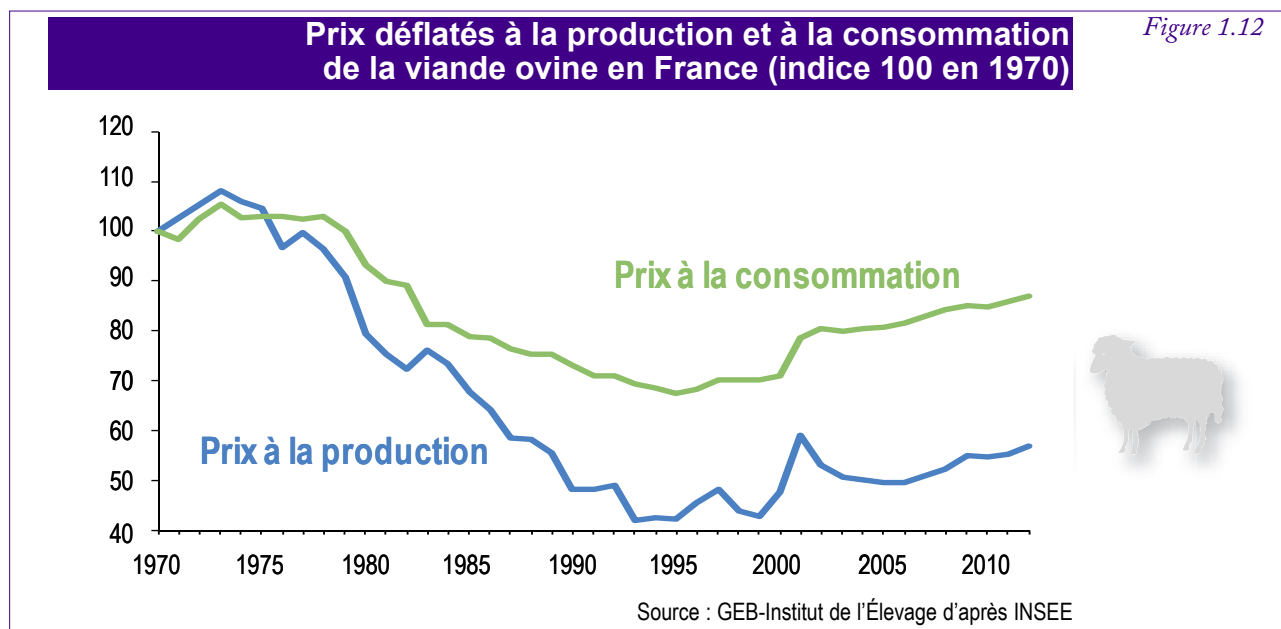
Les importations de viande **britannique** n'ont pas dépassé 45 200 téc en 2012, soit 14% de moins qu'en 2011. Les disponibilités du Royaume-Uni ont en effet été limitées en 2012. En outre, une bonne partie de ses exportations a été redirigée vers les pays tiers. Vers la France, la Grande-Bretagne envoie toujours plus de 87% de carcasses fraîches d'agneau. La part du désossé dans les volumes envoyés vers l'Hexagone, qui était en progression continue depuis dix ans, s'est stabilisée à 5%.

Les envois **néozélandais** vers la France ont accusé une lourde baisse pour la troisième année consécutive. À 18 100 téc, ils ont reculé de près de 20% par rapport à 2011 malgré la hausse des disponibilités néozélandaises. Encore une fois, la réorientation des expéditions océaniques s'est largement faite au détriment du marché hexagonal. Il semblerait cependant que les segments les plus qualitatifs aient mieux résisté en 2012. Ainsi, les viandes fraîches représentaient 40% des importations en provenance de Nouvelle-Zélande en 2012, contre à peine 33% l'année précédente.

Les exportateurs **irlandais**, forts de disponibilités abondantes, se sont engouffrés dans la brèche laissée béante par le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande sur le marché français. L'Irlande, désormais second fournisseur de la France, a envoyé 21 000 téc de viande ovine vers l'Hexagone en 2012, soit 16% de plus qu'un an auparavant. Si les carcasses fraîches d'agneau représentent encore 62% des envois vers la France, la diversification des formes de vente se poursuit. Les importations françaises de découpes désossées irlandaises ont ainsi progressé de 35% en 2012, à 2 600 téc.

Les importations françaises depuis **l'Espagne** ont progressé de 25% à près de 11 000 téc. Malgré le recul de la production dans le pays, les opérateurs espagnols ont cherché à diversifier leurs débouchés face à une demande intérieure particulièrement morose. Les importations françaises en provenance d'Espagne sont cependant restées globalement moins qualitatives que les achats de viandes britanniques et irlandaises. Ainsi, les carcasses d'agneau ne représentaient que 41% des volumes expédiés par l'Espagne vers la France. À 4,70 €/kg, elles restaient légèrement moins onéreuses que les carcasses d'agneau envoyées par l'Irlande et le Royaume-Uni. En outre, la part des carcasses d'ovins adultes (3,00 €/kg) dans les volumes importés depuis l'Espagne est toujours de 25%, alors qu'elle ne dépassait pas 3% toutes origines confondues. Enfin, le reste des marchandises était essentiellement composé de découpes désossées, d'agneaux mais aussi de brebis.

> > >



Évolution du bilan français en viande ovine (1000 téc)

Figure 1.13

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2011
PIB	110	107	106	106	103	102	99	92	84	89	85	-5%
Imports vif	5	5	5	5	4	5	5	6	6	4	4	+5%
Exports vif	6	6	5	8	7	7	7	8	7	7	6	-18%
Abattages	110	106	106	102	100	99	97	90	83	85	83	-3%
Imports viande	145	139	141	141	144	134	136	134	122	113	110	-3%
Exports viande	7	10	9	8	9	8	8	8	9	8	8	-3%
Consommation	247	235	238	235	234	225	225	217	196	190	185	-3%
Population (M hab)	59,7	60,1	60,5	61,0	61,4	61,8	62,1	62,5	62,8	63,1	63,4	=
Conso /hab (kg)	4,1	3,9	3,9	3,9	3,8	3,6	3,6	3,6	3,1	3,0	2,9	-3%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

La production française ayant encaissé un recul plus marqué que les importations, le taux d'auto-appvisionnement de la France en viande ovine (rapport de la production indigène contrôlée avec la consommation contrôlée calculée par bilan) est passé de 47 à 46% en 2012.

Inquiétudes persistantes sur l'évolution de la consommation

Calculée par bilan, la consommation contrôlée de viande ovine a reculé de près de 3% en 2012 à 184 500 t_{éc}, soit 2,9 kg équivalent carcasse par habitant. Selon le panel Kantar, qui donne une évolution sensiblement moins marquée sur l'ensemble de l'année (-1,5%), les achats d'agneau par les ménages ont enregistré une légère hausse de février à mai, avant de se rétracter fortement pendant l'été en raison de conditions climatiques peu favorables à la consommation de grillades. Les achats se sont à l'inverse accélérés au cours du quatrième trimestre, les importations ayant permis d'améliorer les disponibilités.

Selon le panel Kantar, la baisse tendancielle des achats d'agneau par les ménages les plus jeunes aurait été enrayée en 2012. À l'inverse, les 35-49 ans ont réduit leurs acquisitions de près de 9% sur l'année. Les achats des plus de 50 ans sont restés globalement stables et représentent toujours plus des trois quarts des achats totaux d'agneau.

Le recul des achats d'agneau par les ménages constaté par le panel Kantar s'est traduit par une baisse du nombre d'achats par acheteur (-2%) et du taux de pénétration (-1%) ; la quantité achetée par acte d'achat restant globalement stable.

Ainsi, une part non négligeable de la population se serait détournée de la viande ovine au profit d'autres viandes moins onéreuses. En 2012, le prix de l'agneau au détail relevé par le panel Kantar a encore gagné 30 centimes (+2%), à 13,20 €/kg. À contre courant des évolutions constatées en 2011, la hausse des tarifs pratiqués par les bouchers (+3%) a été supérieure à la progression en GMS (+1,5%). L'INSEE suggère des hausses de prix au détail encore plus importantes : le prix du gigot raccourci et des côtes découvertes aurait progressé de 5% en 2012, à respectivement 19,40 et 18,40 €/kg.

Les inquiétudes sur l'évolution de la consommation restent donc entières : sur cinq ans, le taux de pénétration a en effet chuté de près de 10% pour l'agneau alors qu'il est resté stable pour l'ensemble des viandes.

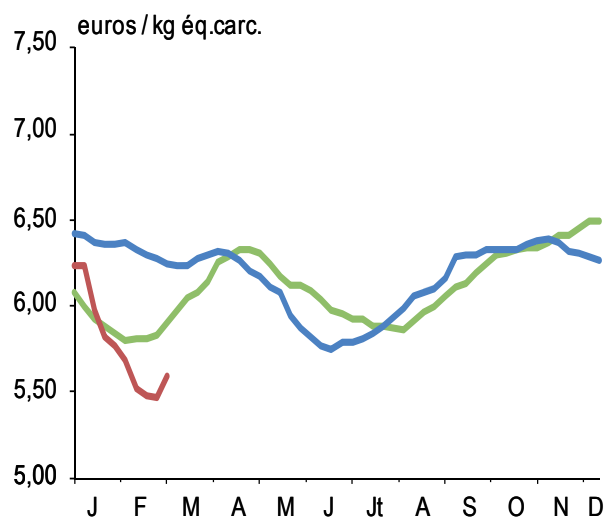
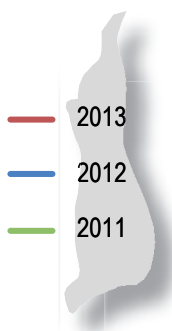
D'une part, la faible offre en vigueur depuis 2007, tant au niveau mondial qu'euro-péen, a limité la présence de l'agneau sur les étals français. Ce manque de volumes a ainsi mécaniquement exercé une pression à la baisse sur la consommation. D'autre part, le prix de l'agneau au détail a augmenté de 15% depuis 2007 selon le panel Kantar (soit +1,80 € !), contre 10% pour le bœuf, le porc et le cheval, et 5% pour le veau. Le renchérissement de l'agneau aurait fortement contribué à faire baisser son taux de pénétration, par ailleurs affecté par des facteurs plus structurels (évolution des modes de consommation, image vieillissante du produit...).

Ainsi, depuis deux à trois ans, l'Hexagone est moins perçu comme un débouché privilégié par les exportateurs européens et océaniques : le prix des exportations néozélandaises, irlandaises et britanniques vers d'autres destinations (Scandinavie, Allemagne, Benelux, Suisse...) augmente plus vite, et incite les opérateurs à délaisser relativement le marché français.

> > >

Moyenne pondérée des cotations régionales françaises de l'agneau au stade entrée abattoir

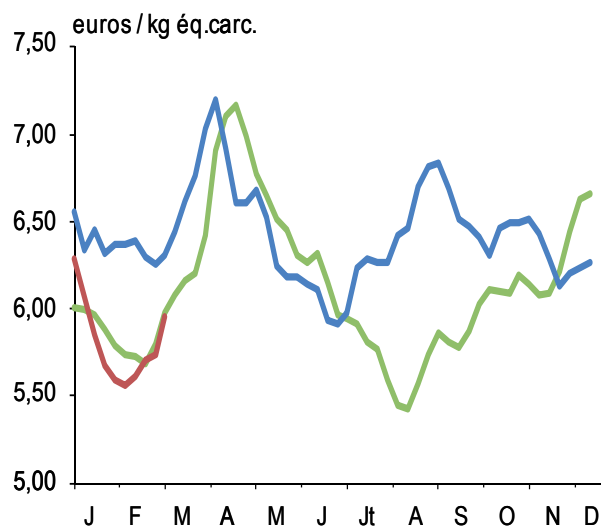
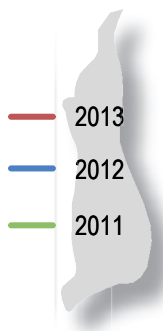
Figure 1.14



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après France AgriMer

Prix de l'agneau français au stade de gros sur le marché de Rungis

Figure 1.15



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après France AgriMer

Baisse des prix à la production en fin d'année

À 6,18 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année, le Prix Moyen Pondéré des Régions calculé par FranceAgriMer est resté supérieur de 1% à sa valeur de 2011. Au premier trimestre, la bonne tenue de la demande et la baisse des disponibilités ont maintenu les cours à des niveaux record, d'autant plus que les préparatifs de Pâques ont rythmé les échanges particulièrement tôt en 2012. La cotation française est restée à des niveaux proches de ceux de 2011 au cours des deux trimestres suivants, malgré des évolutions légèrement anticipées en raison du décalage des fêtes religieuses (Pâques, le Ramadan et l'Aïd ont eu lieu plus tôt qu'en 2011). Au cours du dernier trimestre, la cotation française a toutefois été affectée par la baisse des prix européens. Pour la première fois depuis plus de quinze ans, la hausse saisonnière des prix s'est même inversée quelques semaines avant la période de Noël. Le PMP a fini l'année à 6,27 €/kg de carcasse, soit 3% en-dessous de son niveau de fin 2011.

À l'image des cours britanniques, les prix à Rungis se sont maintenus à des niveaux records après Pâques. En raison de l'important volume de viande étrangère qui s'y échange, la cotation de l'agneau français à Rungis dépend fortement du prix des importations. Elle a ainsi cédé près de 50 centimes dès septembre face à la baisse du cours des marchandises anglaises et irlandaises. En moyenne sur l'année, elle s'est portée à 6,42 €/kg de carcasse, soit 5% de plus qu'en 2011.

Baisse des prix des laines et peaux

En 2012, le marché de la laine a été marqué par une baisse de la demande émanant des marchés haut de gamme. Ainsi, en moyenne sur l'année, le prix de la laine fine (19 microns) n'a pas dépassé 13,50 USD/kg sur le marché australien, soit un recul de 18% par rapport à 2011, tandis que le cours de la laine grossière de 23 microns, tiré par la demande des marchés émergents, est resté stable à 12,30 USD/kg.

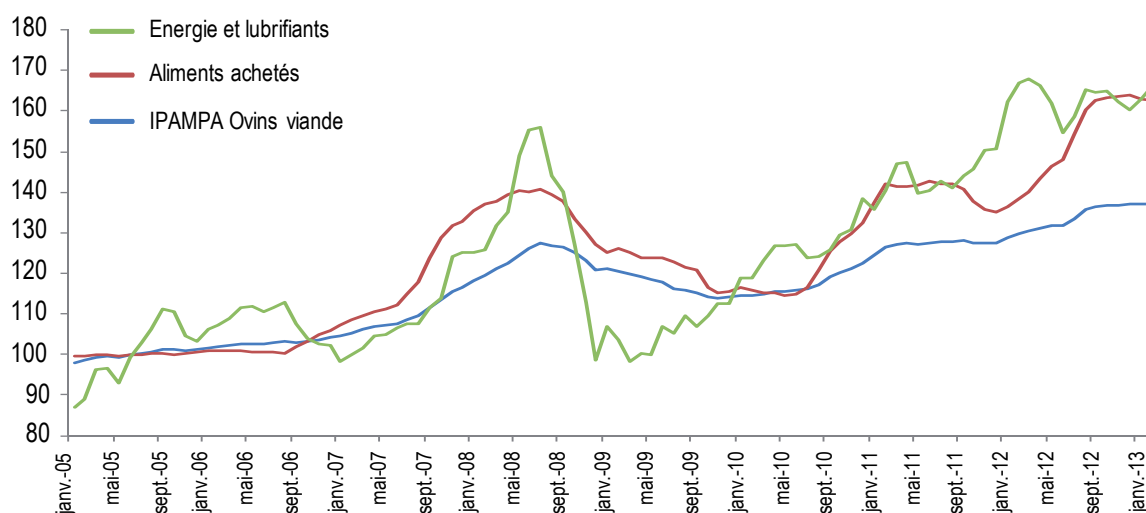
Le prix des exportations françaises de laine brute non lavée a été directement impacté par le retournement de conjoncture et a reculé de 7%. Les volumes exportés ont également souffert de la morosité des marchés mondiaux et européens : à 60 500 tonnes, les expéditions françaises de laines brutes non lavées ont reculé de 13%, tandis que les exportations de laines dégraissées et de laines peignées se sont littéralement effondrées.

Les exportations françaises de peaux lainées d'ovins ont également connu un nouveau recul de 9% à 3,4 millions de pièces. Comme en 2011, la baisse des envois vers la Chine (-53% à 545 000 unités) n'a pas été totalement compensée par les progressions enregistrées vers la Turquie (+15% à 1,10 million de pièces), l'Espagne (+10% à 1,07 million de pièces) et l'Italie (+40% à 230 000 pièces). Après une forte poussée en 2011, le prix des expéditions s'est également rétracté, de 12% à 9,40 € la pièce pour les peaux lainées d'agneaux, et de 30% à 6,1 € la pièce pour les peaux lainées d'ovins adultes.

> > >

Évolution de l'IPAMPA et des indices les plus volatils

Figure 1.16



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE et AGRESTE

IPAMPA = Indice des prix d'achat des moyens de production agricole en viande ovine

	2012/2011 %	Jan. 2013/ Jan.2012 %
Indice général	+5	+7
Consommations courantes	+6	+8
dont aliments achetés (25%)	+8	+20
dont énergie (7,4%)	+13	=
% de charges couvertes par l'indice (1)	73	73

(1) Les postes : travaux par tiers, fermages, impôts et taxes, frais de personnel, charges sociales et frais financiers ne sont pas intégrés.
 (2) La variation de ces indices est commune à toutes les filières alors que la pondération est différente.

Quelques indices entrant dans le calcul des IPAMPA (2)

	2012/2011 %	Jan. 2013/ Jan.2012 %
Consommations courantes		
Produits et services véto.	+3	+3
Engrais et amendements	+4	+1
Semences	+4	+4
Protection des cultures	=	=
Fournitures	+1	+2
Entretien du matériel	+3	+3
Entretien des bâtiments	+2	+1
Frais généraux	+1	+1
Biens d'investissements		
Matériels et installations	+2	+3
Bâtiments	+1	=

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE

Figure 1.17

Des coûts de production surtout tirés par le prix de l'aliment du bétail

La hausse spectaculaire du cours des aliments achetés a fortement impacté l'évolution des coûts de production des systèmes ovins en 2012. En effet, le prix d'achat des tourteaux a littéralement explosé (+26% en moyenne annuelle/2011) avec l'envolée des cours du soja, entraînant avec lui le prix des autres aliments riches en matière azotée. Le prix d'achat des céréales a flambé durant l'été 2012, enclenchant une nouvelle hausse de 3% en moyenne annuelle, mais de 25% d'un mois de décembre à l'autre.

L'année a par ailleurs été marquée par l'augmentation du prix de l'énergie et des lubrifiants de 13% en rythme annuel. Les prix des autres consommations intermédiaires (produits vétérinaires, engrais et amendements, semences et plants, entretien des véhicules et des bâtiments...) ont subi des hausses plus proches de l'inflation (+1 à 4%), de même que ceux des biens d'investissements (+1%).

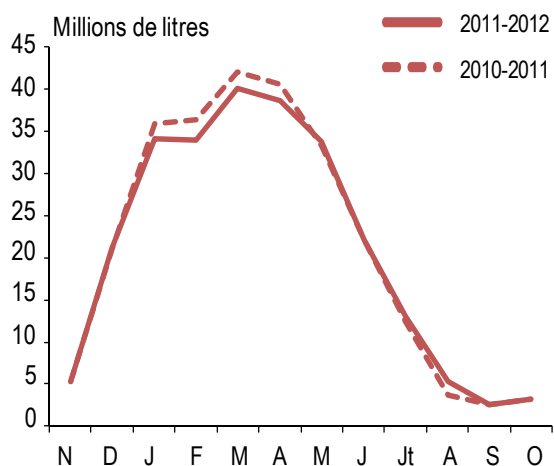
En moyenne sur l'année, l'IPAMPA ovins viande était ainsi supérieur de 4,8% à son niveau de 2011. L'évolution de l'IPAMPA n'a cependant pas été totalement linéaire au cours de l'année. Sa hausse a en effet été plus spectaculaire au cours des trois premiers trimestres en raison de l'explosion du prix des aliments achetés, et en premier lieu des aliments azotés. En fin d'année, la croissance de l'IPAMPA a été ralentie par le reflux du prix des tourteaux qui restent néanmoins à haut niveau.



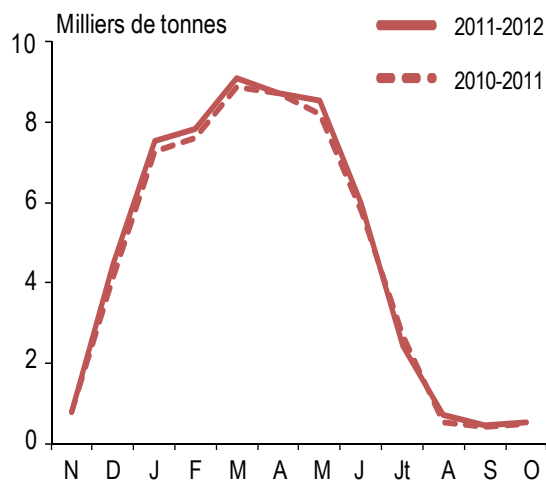
Évolution saisonnière - campagnes 2010-2011 et 2011-2012

Figure 2.1

Collecte française de lait de brebis



Fabrications de fromages de brebis

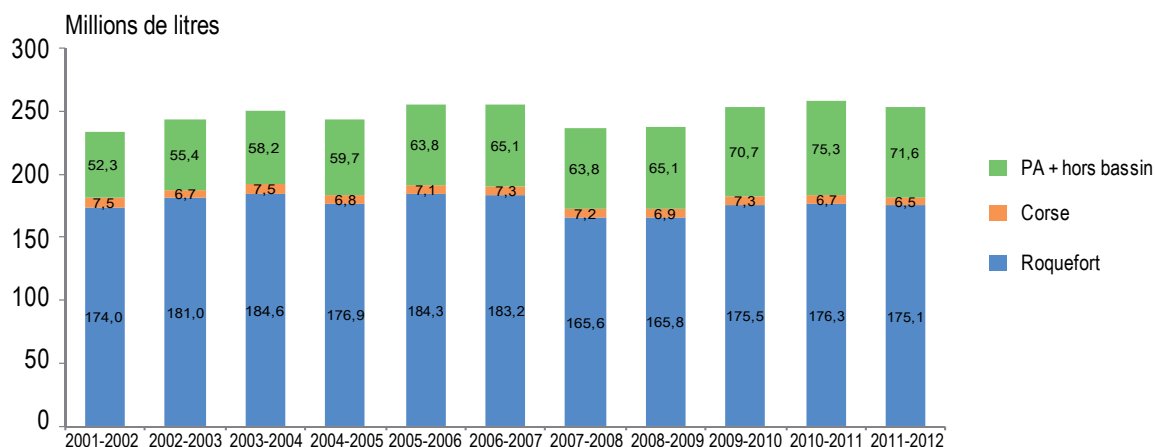


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

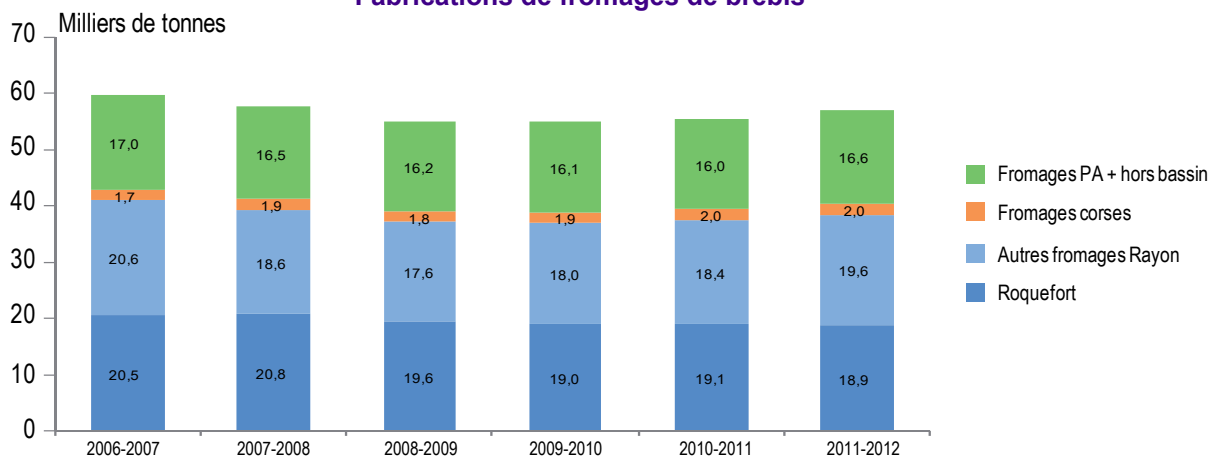
Évolution annuelle

Figure 2.2

Collecte française de lait de brebis



Fabrications de fromages de brebis



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

2

Le lait de brebis : une meilleure maîtrise de la saisonnalité en France et une baisse de la collecte partout en Europe

Après 3 ans de croissance marquée, la collecte française de lait de brebis a reculé de 2% au cours de la campagne 2012. Cependant, ce repli s'est accompagné d'une meilleure gestion de la saisonnalité. Les fabrications fromagères françaises ont ainsi nettement progressé, tandis que les moindres disponibilités de lait en vrac partout en Europe ont quelque peu relâché la pression sur les prix.

Recul généralisé de la collecte

La collecte française de lait de brebis a plafonné à 253 millions de litres sur la campagne 2012¹, 2% en-dessous du niveau atteint lors de la campagne précédente. Cette baisse s'explique par le recul du cheptel laitier fin 2011, par des conditions climatiques peu favorables, mais surtout par la hausse des coûts de production. En effet, le renchérissement de l'alimentation a incité les éleveurs à modérer la distribution de concentrés, limitant ainsi le rendement laitier par brebis.

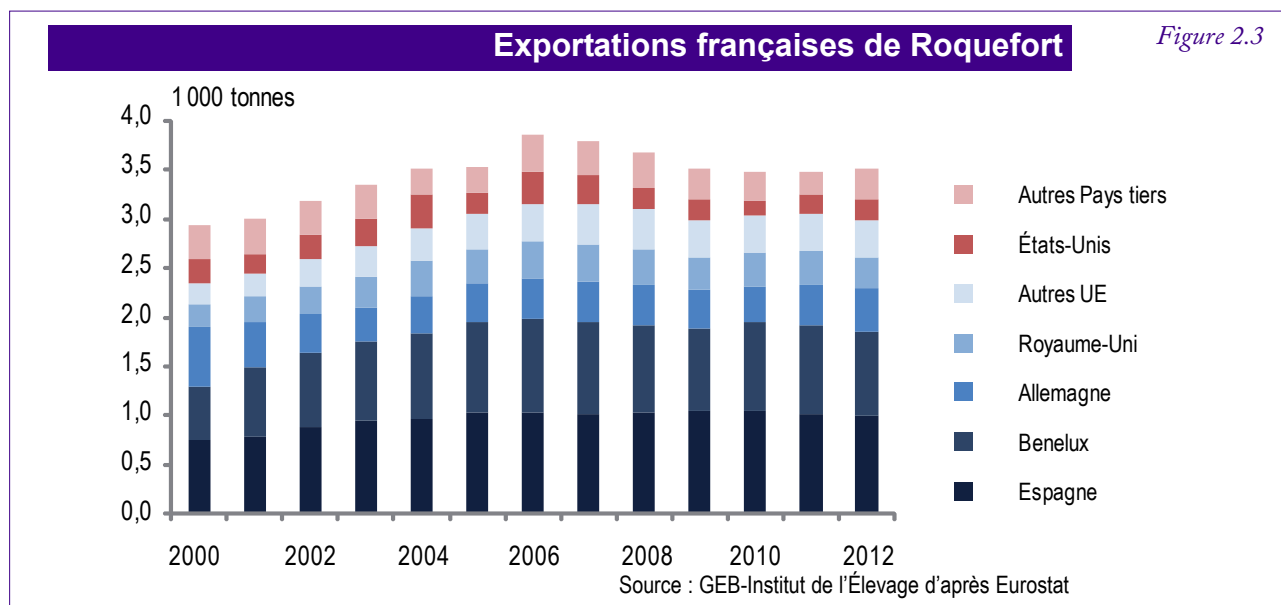
D'après le nombre de primes ovines versées début 2012, le cheptel de brebis en Midi-Pyrénées aurait reculé de 2% en un an. Conséquence de ce repli du cheptel et de la flambée des prix des concentrés, la collecte dans le Rayon de Roquefort a baissé pour la première fois en trois ans. À 175 millions de litres en 2011-2012, elle se situait 1% en-deçà de son niveau de la campagne précédente.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, malgré un cheptel en légère augmentation (+0,4%), la collecte a fortement reculé en raison d'un hiver particulièrement rigoureux et de la hausse des coûts de production. Selon l'Interprofession du bassin, la collecte s'est repliée de 2% au cours de la campagne, à 55 millions de litres.

Enfin, en Corse, la collecte a de nouveau baissé, de 2% à 6,5 millions de litres.

> > >

¹ De novembre 2011 à octobre 2012.



Prix dans le rayon de Roquefort (euros/litres, nouvelle nomenclature, avec prime de livraison et petit lait)

Figure 2.4

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	var.12/11
Lait de classe I	1,08	1,07	1,08	1,08	1,09	1,14	1,15	1,15	1,16	1,17	+0%
Lait de classe II	0,75	0,76	0,75	0,73	0,74	0,76	0,75	0,75	0,75	0,73	-3%
Restes								0,60	0,61	0,60	-2%
Lait de classe III	0,28	0,28	0,28	0,28	0,28	0,38	0,38	0,35	0,33	0,34	+2%
Prix moyen (MSU 2011)	0,89	0,86	0,89	0,87	0,88	0,95	0,93	0,88	0,89	0,91	+2%
MSU moy. (g/l)	123,12	125,23	124,92	125,64	126,29	127,79	128,07	127,66	128,63	129,08	+0,3%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FRSEB

Les efforts déployés pour étaler la production en dehors des pics de collecte ont été payants. Dans tous les bassins, la collecte a ainsi sensiblement diminué de janvier à avril, alors qu'elle a progressé en été. La part de la collecte réalisée en été est ainsi revenue à ses niveaux de la campagne 2010, à 16%, après être tombée à moins de 15% lors de la campagne 2011.

Des fabrications dynamiques

À contre-courant de la collecte, les fabrications de fromages de brebis ont été dynamiques au cours de la campagne 2012. À 57 000 tonnes selon l'Enquête mensuelle laitière, elles ont en effet progressé de 3% en un an. Dans le Rayon de Roquefort, la hausse des fabrications est exclusivement imputable aux fromages de diversification, dont la production a progressé de 2% à 19 000 tonnes. À l'inverse, les fabrications de Roquefort ont plafonné à 18 900 tonnes, soit un recul de 1% sur la campagne. Pour la première fois, les fabrications de Roquefort ne sont donc plus majoritaires dans le Rayon.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, l'utilisation de lait de brebis pour la transformation a progressé de 3% en cumul de novembre à août selon l'Interprofession. Face à la baisse de la collecte locale, les achats extérieurs de lait ont augmenté de 50% sur la période. En Corse, les fabrications sont restées stables sur la campagne, à 2 000 tonnes selon l'Enquête mensuelle laitière. Elles auraient ainsi nécessité des achats de lait supplémentaires à l'extérieur de l'île.

Consommation française morose et reprise à l'export

Selon le panel Kantar, les achats de fromages de brebis par les ménages ont accusé une nouvelle baisse de 1% en 2012. Les fromages AOP, représentant 54% des volumes, ont néanmoins tiré leur épingle du jeu, avec des achats en hausse de plus de 4% sur l'année. Les achats de Roquefort sont restés quasiment stables et représentent toujours plus de 35% des volumes. Cette bonne tenue du Roquefort, à contre-courant des évolutions constatées ces dernières années, peut en partie s'expliquer par son prix au détail en baisse de 1% à 15,4 €/kg. Les achats de pâtes pressées non cuites (35% des volumes) ont bondi de 6,5% sur l'année, avec des prix moyens à l'achat en hausse de 2% à 16,8 €/kg. L'Ossau-Iraty a été particulièrement prisé, avec des volumes en progression de plus de 7%.

Ainsi, c'est la consommation de fromages « non traditionnels » qui s'est effondrée. Les acquisitions de pâtes molles au détail ont reculé de plus de 10%, tandis que les achats de pâtes fraîches, particulièrement affectés par un temps maussade au printemps et en début d'été, ont chuté de 9% sur l'année, et ne représentaient plus que 16% des volumes.

À l'inverse, les exportations de fromages de brebis ont été dynamiques en 2012. Les envois de pâtes fraîches et fromages en saumure auraient progressé de 3% sur l'année², tandis que ceux de Roquefort ont gagné 1% à 3 500 tonnes. L'intégralité de ces progressions s'est réalisée à destination des pays tiers, et plus particulièrement des États-Unis. Le prix du Roquefort expédié aux États-Unis, qui avait été maintenu artificiellement bas en raison des droits de douane prohibitifs mis en place dans le cadre du panel « hormones » jusqu'en 2010, a continué son ascension après le règlement de ce différend commercial. À 11,3 €/kg, il affichait une hausse de 23% par rapport à 2011, et de 60% par rapport à 2009. Les États-Unis sont ainsi redevenus la destination la plus rémunératrice pour le Roquefort français, loin devant le Benelux (10,7 €/kg), l'Allemagne et l'Espagne (10,3 €/kg).

> > >

² Cette évolution se rapporte aux exportations de « feta » et fromages en saumure à base de lait de brebis. Vu l'ampleur des volumes concernés (10 000 tonnes), il semblerait que des erreurs systématiques soient commises au moment de la caractérisation du produit, et qu'il ne s'agisse pas exclusivement de fromages de brebis pur. Ce chiffre reste donc à prendre avec précaution, et n'indique qu'une tendance de marché.

Indice des prix d'achat des moyens de production agricole en ovins lait

Figure 2.5

	2012/2011 %	Jan 2013/ jan 2012 %		2012/2011 %	Jan 2013/ jan 2012 %
Indice général	+4	+7	Consommations courantes		
Consommations courantes	+4	+9	Produits et services véto.	+3	+3
dont aliments achetés (25%)	+13	+27	Engrais et amendements	+4	+1
dont énergie (7,4%)	+1	+10	Semences	+4	+4
% de charges couvertes par l'indice (1)	76	76	Protection des cultures	=	=
			Fournitures	+1	+2
			Entretien du matériel	+3	+3
			Entretien des bâtiments	+2	+1
			Frais généraux	+1	+1
			Biens d'investissements		
			Matériels et installations	+2	+3
			Bâtiments	+1	=

(1) Les postes : travaux par tiers, fermages, impôts et taxes, frais de personnel, charges sociales et frais financiers ne sont pas intégrés dans le champ des IPAMPA
 (2) La variation de ces indices est commune à toutes les filières alors que la pondération est différente.

Source : Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

Cheptel de brebis et agnelles saillies laitières dans les principaux pays européens en décembre (1 000 têtes)

Figure 2.6

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/ 2000	2012/ 2011
Bulgarie	1 434	1 372	1 468	1 376	1 436	1 360*	1 283	1 182	1 151	1 114	1 055	1 161	1 043	-27%	-10%
Espagne	3 605	3 711	3 363	3 429	3 076	2 660	3 248	3 058	3 064	3 309	3 142	2 491	2 713	-25%	+9%
France**	1 602	1 652	1 648	1 636	1 618	1 626	1 606	1 605	1 588	1 623	1 647	1 596	1 580	-1%	-1%
Grèce	6 601	6 162	6 182	6 328	6 300	6 056	6 207	6 229	6 454	6 481	6 669	6 384	NC	NC	NC
Italie	6 243	5 905	5 863	5 725	5 804	5 826	5 674	5 617	5 542	5 508	5 417	5 469	5 302	-15%	-3%
Roumanie	5 823	5 823	5 823	5 585*	5 346	5 524	6 526	6 637	6 951	7 174	6 641	6 659	7 088	+22%	+6%
Portugal	600	589	570	577	587	598	571	481	457	424	404	382	347	-42%	-9%

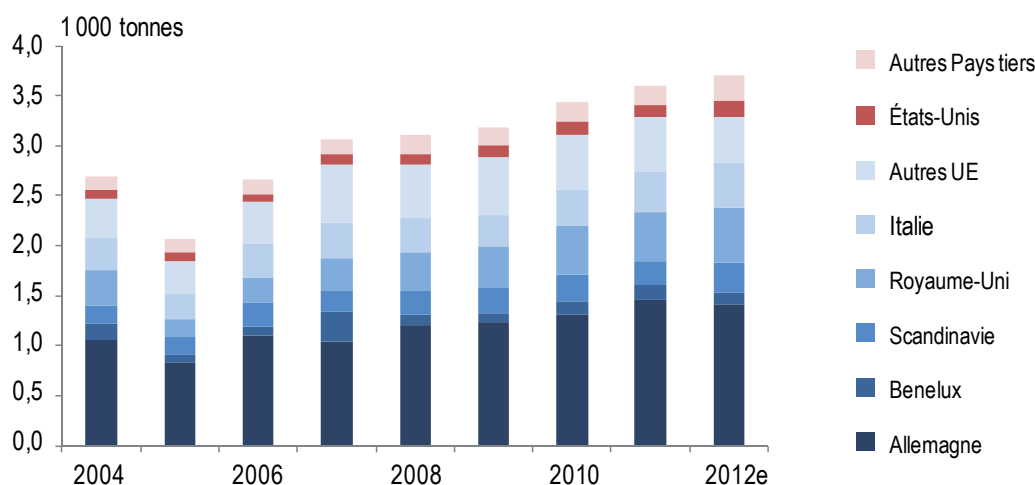
*Estimations

** Modification de la méthode de recensement en 2010-2011

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

Exportations grecques de feta et fromages de brebis en saumure

Figure 2.7



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

La hausse des prix ne couvre pas le renchérissement des charges

Le prix moyen du lait payé au producteur dans le Rayon de Roquefort a progressé de 2%, à 906 €/1 000 litres. La diminution des volumes de lait de dégagement (notamment grâce à une meilleure gestion de la saisonnalité) a en effet permis aux opérateurs de se concentrer sur les débouchés les plus rémunérateurs. D'autant plus que la baisse de la production dans les Pyrénées-Atlantiques a soutenu la demande en lait en vrac. La progression des prix s'explique également par une légère amélioration de la MSU du lait collecté dans le Rayon.

Cependant, cela n'a pas été suffisant pour couvrir la hausse des coûts de production. L'IPAMPA lait de brebis a en effet grimpé de 4% en moyenne sur l'année, sous l'effet de la hausse spectaculaire du prix d'achat des tourteaux (+26%/2011), mais aussi des céréales (+3%/2011), de l'énergie (+9%/2011) et des autres consommations intermédiaires. Parmi les filières lait de brebis, les coûts de production dans les exploitations du Rayon de Roquefort, où la part des achats de tourteaux et autres produits à forte teneur en matière azotée est la plus élevée, ont été les plus impactés.

La filière laitière se retrouve donc aujourd'hui dans un ciseau de prix défavorable. Fin 2012, l'enquête cheptel faisait ainsi état d'un nouveau recul du cheptel de brebis et d'agnelles laitières saillies, de 1% à 1,58 million de têtes.

Échanges européens : plus de fromages, moins de lait en vrac

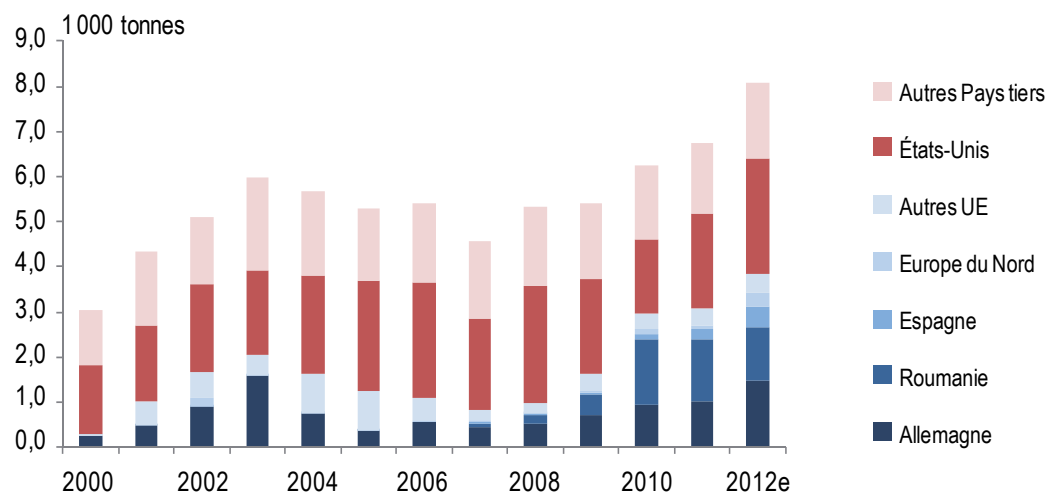
La **Grèce** est le premier producteur européen de fromages à salade. Les deux tiers des 100 000 tonnes de Feta fabriquées chaque année en Grèce sont consommés sur place. La baisse du cheptel de brebis et d'agnelles laitières saillies fin 2011, à 6,4 millions de têtes, a fortement érodé la production en 2012. Cependant, face à un marché intérieur déprimé, les entreprises grecques ont continué leur percée à l'export. Les exportations grecques de feta et fromages de brebis en saumure ont à nouveau progressé de 3%, à 37 100 tonnes. Si les envois vers l'UE sont restés stables à 32 800 tonnes, les expéditions vers les pays tiers ont rebondi de 35%, à 4 300 tonnes. Les États-Unis, principaux responsables de cette hausse, ont en effet absorbé 1 700 tonnes de Feta en 2012, soit 50% de plus qu'un an auparavant.

Plus à l'Est, tandis que les exportations roumaines restent très limitées, la **Bulgarie** s'impose comme un concurrent direct de la Grèce. Les exportations bulgares de fromage de brebis en saumure ont en effet bondi de 20% en 2012, à plus de 8 000 tonnes. Contrairement à son voisin hellénique, la Bulgarie a vu ses envois progresser vers l'UE (+15% à 3 800 tonnes), principalement en direction de l'Allemagne. Vers les pays tiers, la hausse a également été conséquente (+25% à 4 300 tonnes), en particulier vers les États-Unis et le Liban.

> > >

Exportations bulgares de "feta" et de fromages en saumure

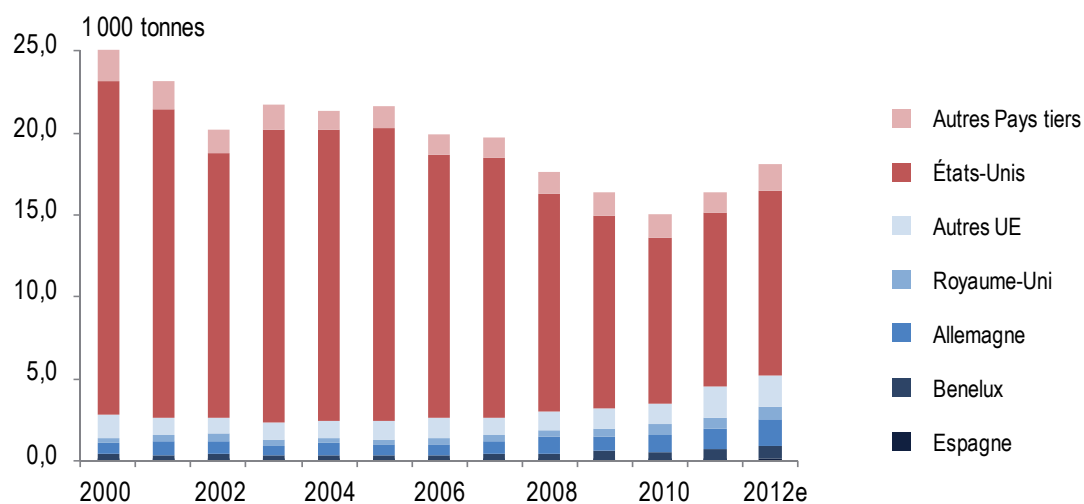
Figure 2.8



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Exportations italiennes de Pecorino

Figure 2.9



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

La **filière italienne**, qui reste très dépendante des exportations de Pecorino, semble être en phase de guérison. Les prix à la production avaient en effet été frappés de plein fouet par la diminution de la demande étasunienne à la fin des années 2000. En 2012, la diversification des débouchés intra-européens et la reprise de la demande outre-Atlantique ont permis aux exportations de Pecorino de rebondir de plus de 10% sur un an. Elles ont ainsi atteint 18 100 tonnes, tandis que la production italienne a été impactée par le recul des effectifs de femelles laitières, ramenés à 5,3 millions de têtes fin 2011 (-3%/2010). L'amélioration des conditions de marché a permis au prix italien à la production de progresser de 2% sur un an, à 797 €/1 000 litres.

En **Espagne**, la prédominance des fromages de mélange lie fortement le prix du lait de brebis standard à celui du lait de chèvre. En 2010, la lourde chute du prix du lait de chèvre lié aux difficultés relatives à l'exportation de caillé vers la France avait ainsi entraîné la contraction du prix du lait de brebis. En outre, dans ces systèmes particulièrement dépendants de l'achat d'aliments, la hausse du prix des matières premières agricoles a frappé de plein fouet les exploitations laitières. Ainsi, de fin 2009 à fin 2011, le nombre de femelles laitières aurait chuté de près d'un quart, à 2,5 millions de têtes. Face à la diminution de l'offre tant en lait de brebis qu'en lait de chèvre, le cours des laits standards a ainsi rebondi en 2012 : dans la province de Castille-La Manche, le prix au producteur du lait de brebis hors appellation d'origine a progressé de 3% à 685 €/1 000 litres.

Ainsi, la baisse de la production en Italie et en Espagne a limité les disponibilités dans le Sud de l'UE, d'autant plus que les exportations de fromages italiens sont reparties à la hausse. La meilleure gestion de la saisonnalité a par ailleurs permis de limiter les excédents dans le Rayon de Roquefort. Le marché européen du lait en vrac semble donc s'être contracté en 2012, après une nette expansion en 2010 et en 2011.

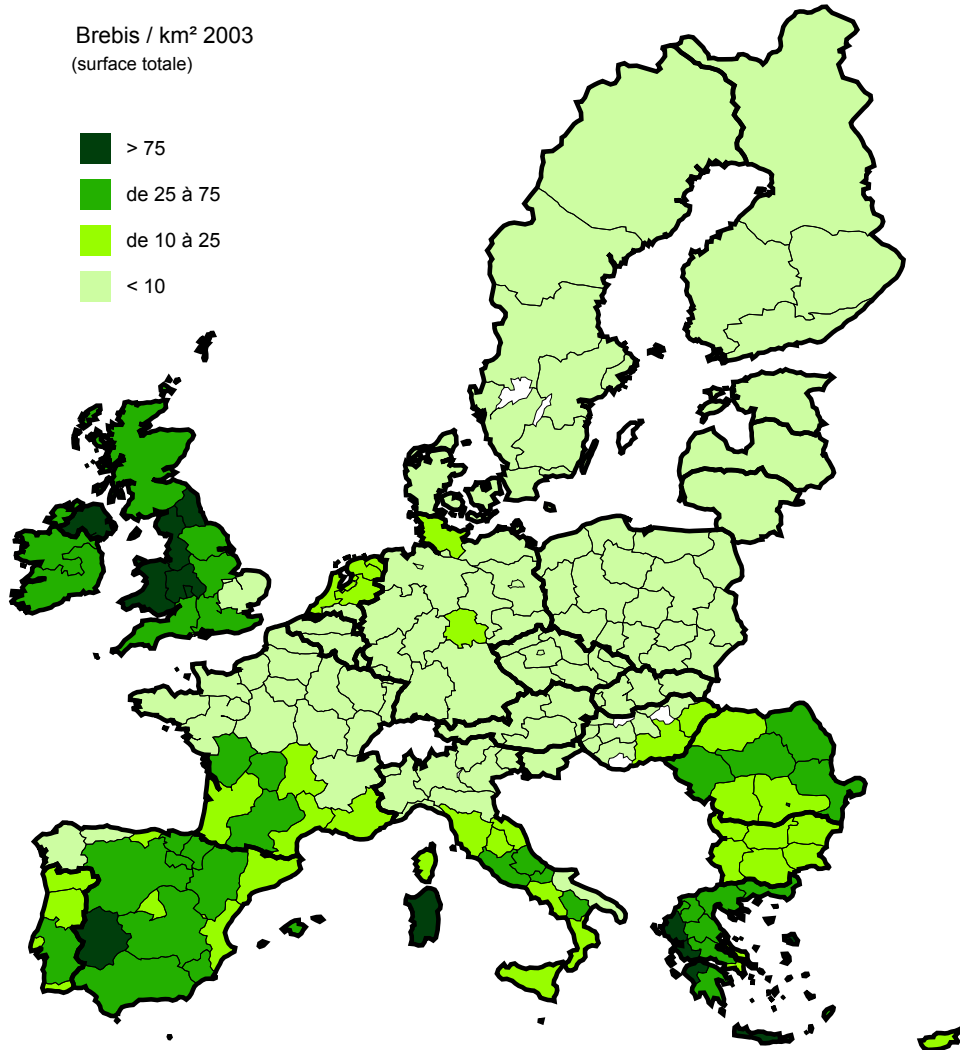


Localisation des brebis reproductrices en Europe

Figure 3.1

Brebis / km² 2003
(surface totale)

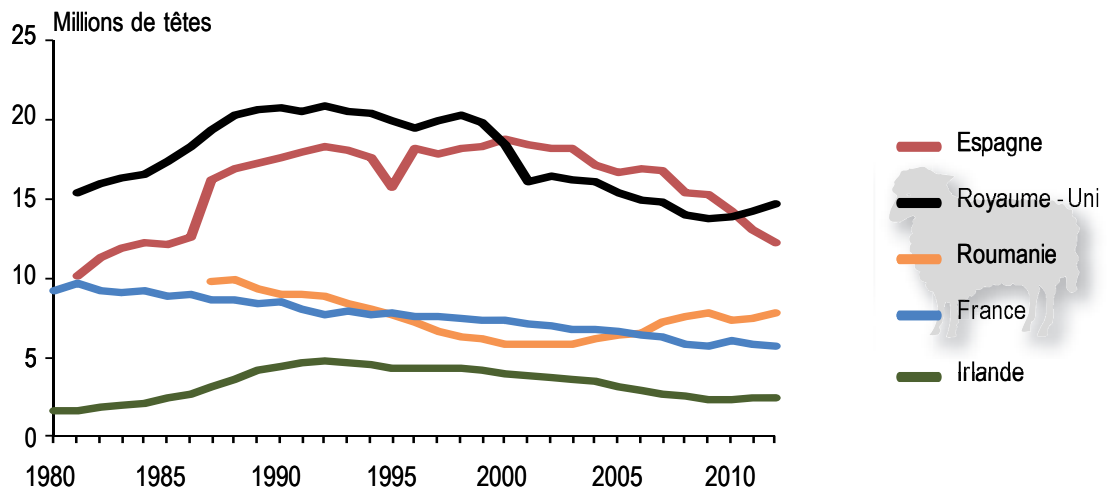
- > 75
- de 25 à 75
- de 10 à 25
- < 10



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après EUROSTAT

Les cheptels de brebis reproductrices en Europe

Figure 3.2



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après EUROSTAT

3

Le marché européen : recul de la production et des importations

Dans de nombreux pays européens, la baisse du cheptel ovin s'est poursuivie en 2011, impactant la production de l'année 2012. Les pays du sud de l'UE, par ailleurs sévèrement affectés par la crise économique, ont été particulièrement touchés : la Grèce et l'Espagne ont ainsi vu leur cheptel de brebis reproductrices se contracter de respectivement 7% et 9%.

Parmi les grands pays ovins, le Royaume-Uni et l'Irlande ont fait figure d'exception. La recapitalisation entamée en 2010 outre-Manche s'est en effet poursuivie, entraînant des hausses de cheptel de 3 à 4%.

Mise à part l'Irlande qui a vu sa production grimper de 12% en 2012, le recul de l'offre a été généralisé dans l'ensemble des grands pays producteurs européens. La poursuite de la décapitalisation dans le sud de l'UE associée aux mauvaises conditions climatiques au Royaume-Uni ont en effet entraîné une réduction des abattages.

Par ailleurs, pour la troisième année consécutive, les importations européennes de viande ovine en provenance des pays tiers ont fortement reculé (-15%). La Nouvelle-Zélande n'a rempli son contingent tarifaire qu'à 70% en 2012, préférant réorienter des volumes supplémentaires vers le marché asiatique, à plus fort potentiel de croissance.

En conséquence de cette baisse conjuguée de la production et des importations, la consommation a chuté de 6%, avec une baisse plus marquée dans les pays du sud de l'UE où la crise économique impacte le pouvoir d'achat des ménages.

Dans ce contexte de disponibilités limitées, les prix se sont maintenus à des niveaux élevés, progressant davantage sur le marché des agneaux lourds (+5%) que sur celui des agneaux légers (+2%).

Cheptel d'agnelles saillies et de brebis en décembre (milliers de têtes)

Figure 3.3

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	% 2012/ 2000	% 2012/ 2011
Autriche	218	207	204	215	217	217	204	229	217	215	224	226	221	1%	-2%
Belg/Lux	115	106	102	100	100	101	97	95	95	95	94	94	94 *	-18%	0%
Danemark	80	89	73	82	77	72	76	76	73	73	73	73	73 *	-9%	0%
Finlande	50	46	49	48	50	54	55	56	58	58	58	58	58 *	17%	1%
France**	7 306	7 126	7 020	6 833	6 749	6 649	6 463	6 273	5 888	5 769	6 087	5 835	5 710	-22%	-2%
Allemagne	1 610	1 630	1 592	1 625	1 595	1 505	1 466	1 392	1 373	1 339	1 309	1 178	1 170	-27%	-1%
Grèce	6 681	6 431	6 824	7 026	6 972	6 389	6 589	6 591	6 904	6 720	7 086	6 619	6 600 *	-1%	0%
Irlande	3 934	3 812	3 731	3 677	3 469	3 209	2 932	2 663	2 527	2 369	2 350	2 451	2 501	-36%	2%
Italie	6 096	7 550	7 290	7 157	7 255	7 007	7 305	7 265	7 210	7 101	7 089	7 123	6 297	3%	-12%
Pays-Bas	940	940	975	1 107	1 275	1 300	1 320	1 285	1 160	526	598	559	570	-39%	2%
Portugal	2 436	2 334	2 279	2 300	2 313	2 345	2 253	2 137	2 051	1 902	1 791	1 740	1 675	-31%	-4%
Espagne	18 830	18 495	18 174	18 255	17 184	16 756	16 954	16 831	15 416	15 357	14 254	13 037	12 286	-35%	-6%
Suède	198	208	198	201	201	216	231	247	247	242	292	282	281	42%	0%
Royaume-Uni	18 513	16 082	16 423	16 191	16 152	15 466	14 964	14 841	14 013	13 842	13 860	14 208	14 700	-21%	3%
UE15	67 005	65 056	64 932	64 817	63 608	61 284	60 908	59 981	57 233	55 608	55 165	53 483	52 236	-22%	-2%
Chypre	173	211	189	186	194	186	181	189	184	206	227	247	272 *	57%	10%
Rép. Tch.	43	56	40	48	64	54	54	60	62	57	56	56	56 *	30%	0%
Estonie	21	22	21	23	30	34	41	53	45	44	44	44	44 *	110%	0%
Hongrie	898	849	854	956	1 088	1 082	1 030	977	964	968	844	821	836	-7%	2%
Lettonie	16	14	17	21	23	26	26	32	41	41	41	41	41 *	156%	1%
Lituanie	8	8	8	10	14	19	22	24	28	33	31	32	42	460%	30%
Malte	10	10	10	11	10	11	9	11	11	11	11	11	11	5%	0%
Pologne	229	216	208	208	201	213	207	211	188	158	143	144	135	-41%	-6%
Slovaquie	247	257	257	263	266	269	266	276	293	308	315	315	325	31%	3%
Slovénie	66	66	76	72	84	90	89	91	95	95	95	95	95 *	43%	0%
Bulgarie	1 434	1 372	1 468	1 376	1 436	1 397	1 387	1 292	1 245	1 178	1 136	1 238	1 128	-21%	-9%
Roumanie	5 870	5 800	5 795	5 879	6 192	6 451	6 526	7 207	7 597	7 818	7 338	7 441	7 876	34%	6%
UE27	76 020	73 936	73 875	73 870	73 212	71 114	70 747	70 404	67 984	66 524	65 445	63 968	63 095	-17%	-1%

* Prévisionnel

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après EUROSTAT et statistiques nationales

Poursuite de la baisse tendancielle du cheptel européen en 2011

En Europe, l'élevage ovin se partage entre orientation laitière et orientation allaitante. Dans le nord de l'Europe, et en particulier outre-Manche, l'élevage ovin est uniquement tourné vers la production d'agneaux de boucherie. En revanche, dans le Sud, les brebis sont élevées principalement pour la production de lait, utilisé dans la fabrication de fromages. Avec respectivement 27% et 19% de brebis laitières, la France et l'Espagne présentent des situations intermédiaires.

Fin 2011, l'Union européenne comptait 64 millions de brebis et d'agnelles reproductrices laitières et allaitantes. Poursuivant la tendance à l'œuvre depuis plusieurs années, le cheptel européen disponible pour la production de l'année 2012 a enregistré une baisse de 2% par rapport à l'année précédente. Toutefois, alors que le cheptel de l'UE à 15 s'est contracté de 3% en un an et plafonnait à 53,5 millions de têtes fin 2011, il s'est étoffé de 2% dans les nouveaux États membres pour se porter à 10,5 millions de têtes. Les évolutions restent néanmoins très contrastées entre les différents pays, ceux du sud de l'Europe ayant été particulièrement touchés par la crise économique et la hausse des coûts alimentaires.

En **Irlande** et au **Royaume-Uni**, l'année 2011 a marqué le début d'une phase de recapitalisation. Face au recul des importations de viande ovine en provenance des pays tiers, les cours historiquement élevés de l'agneau ont encouragé les éleveurs irlandais et britanniques à la rétention de leurs brebis et agnelles de renouvellement, d'autant plus que la hausse du coût des matières premières a eu une incidence limitée sur leurs systèmes de production essentiellement herbagers. Les résultats de l'enquête de décembre 2011 faisaient ainsi état d'un essor du cheptel reproducteur de 3% en un an au Royaume-Uni, à 14,2 millions de têtes. Dans le même temps, le cheptel reproducteur a progressé de 4% en Irlande, pour atteindre 2,5 millions de têtes fin 2011.

En **Espagne** à l'inverse, la flambée des coûts de l'alimentation a fortement affecté les systèmes de production ovins, relativement gourmands en concentrés. Dans un contexte de crise économique affectant la consommation intérieure, la liquidation du cheptel s'est poursuivie dans les élevages espagnols. Après un déclin de 7% en 2010, les effectifs de brebis et d'agnelles reproductrices ont encore chuté de 9% en 2011, pour plafonner à 13 millions de têtes en fin d'année. Les baisses les plus fortes ont été enregistrées en Andalousie (-14%), en Estrémadure (-9%) et en Aragon (-9%) qui concentrent 45% du cheptel espagnol. Elles ont en revanche été un peu plus limitées en Castille-La Manche et en Castille-Leon (-6%), qui regroupent 36% du cheptel et constituent ensemble le principal bassin de production de lait de brebis en Espagne.

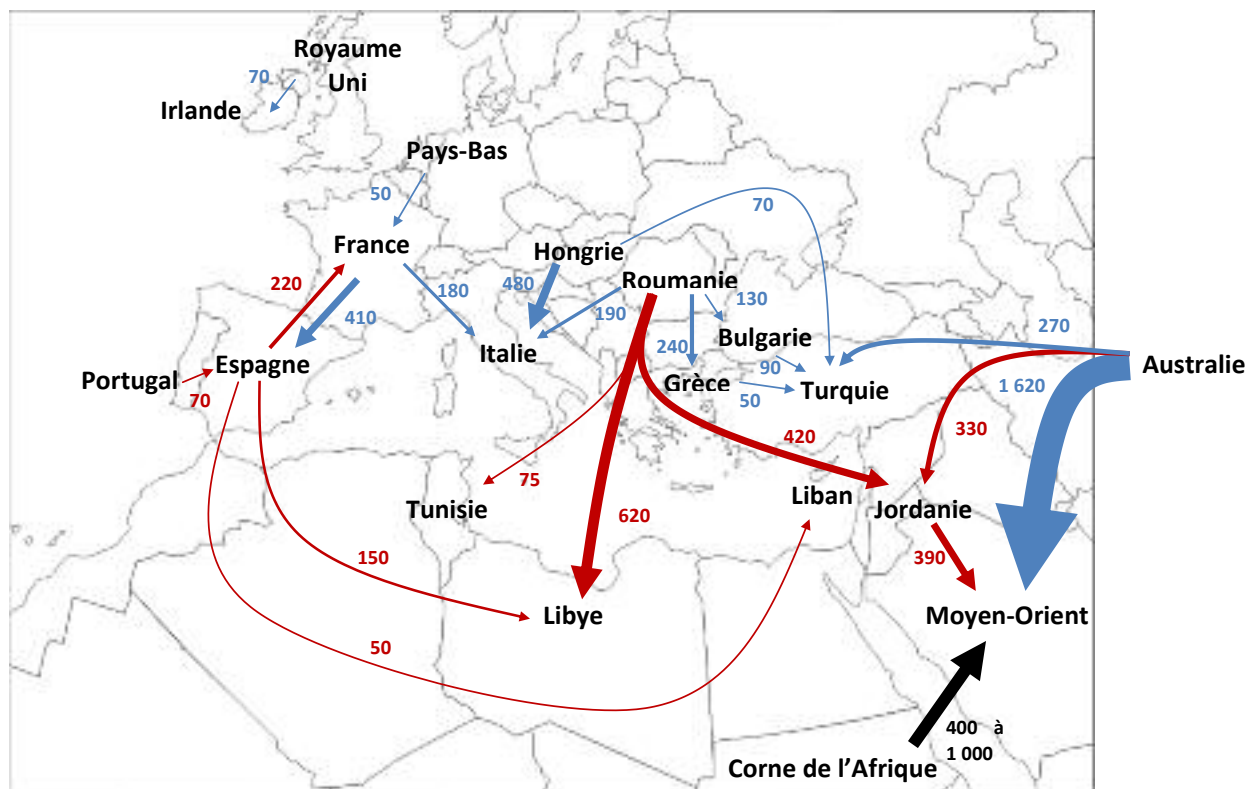
Avec 96% de son cheptel reproducteur qui est trait, la **Grèce** est le premier pays producteur de lait de brebis en Europe. Profondément touché par la crise économique et la situation financière précaire de ses laiteries, le pays a vu son cheptel chuter de 7% en 2011, pour ne pas dépasser 6,6 millions de têtes à la fin de l'année.

En **Italie**, où l'élevage ovin est également avant tout laitier, le cheptel de brebis reproductrices s'est stabilisé depuis 2009 à 7,1 millions de têtes. Depuis 2009, la crise affectant le marché du Pecorino Sarde, principal fromage de brebis, a pourtant fortement déstabilisé la filière suite à l'effondrement de la demande des États-Unis, premier client pour ce produit.

> > >

Les principaux flux d'ovins vivants sur le pourtour méditerranéen en 2012* (1000 têtes)

Figure 3.4



* Les flux en augmentation par rapport à 2011 sont en rouge, ceux en recul sont en bleu. Seuls les flux de 50 000 têtes ou plus sont représentés.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC, MLA, Eurostat et douanes françaises

En **Roumanie** et en **Bulgarie**, la filière ovine, à double fin (lait et viande), est en pleine restructuration et profite du dynamisme des marchés intérieurs et des exportations de fromages à bas prix. Avec 7,4 millions de têtes fin 2011 selon les statistiques du pays, le cheptel roumain de brebis était en hausse de 1% en un an. La Roumanie se plaçait ainsi comme 3^{ème} pays européen en termes de cheptel, juste derrière le Royaume-Uni et l'Espagne. Se portant à 1,2 million de têtes fin 2011, le cheptel bulgare a également progressé, de 9% en un an.

Réorientation des flux d'ovins vivants

Le marché européen des ovins vivants est traditionnellement polarisé autour de trois grands de flux :

- Les envois d'agneaux légers vers les pays importateurs du sud de l'UE (Espagne, Italie et Grèce), depuis la France et l'Europe de l'Est.
- Les envois, depuis les pays de l'Est, les Pays-Bas, et, dans une moindre mesure, depuis l'Espagne, d'agneaux lourds (voire d'ovins adultes pour les fêtes de l'Aïd), vers l'Europe de l'Ouest.
- Les échanges d'animaux entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande.

Depuis 2010, cet équilibre s'est retrouvé bouleversé par l'ouverture des marchés émergents du pourtour méditerranéen. Le premier pays à créer un appel d'air a été la Turquie, avec l'abaissement de droits de douane auparavant prohibitifs sur les ovins vivants. Pour de nombreux pays européens, l'amélioration de l'accès aux marchés libanais, jordanien, libyen et tunisien en 2012 a en outre contribué à accentuer la réorientation des flux traditionnels au profit du sud et de l'est de la Méditerranée. D'autant plus que la crise économique, qui frappe durement les débouchés historiques des filières exportatrices d'ovins vivants, a entraîné une forte contraction de la demande dans le sud de l'UE.

Par ailleurs, les déboires des exportateurs australiens qui doivent se plier à une réglementation nationale de plus en plus contraignante sur le bien-être animal ont accentué le manque d'animaux au Moyen-Orient. Celui-ci n'aurait été que partiellement comblé par l'arrivée d'ovins vivants en provenance de la Corne de l'Afrique. En effet, l'accréditation de plusieurs ports et centres d'alotement dans la région aurait permis aux importateurs saoudiens de diversifier leurs sources d'approvisionnement, mais dans des proportions encore insuffisantes.

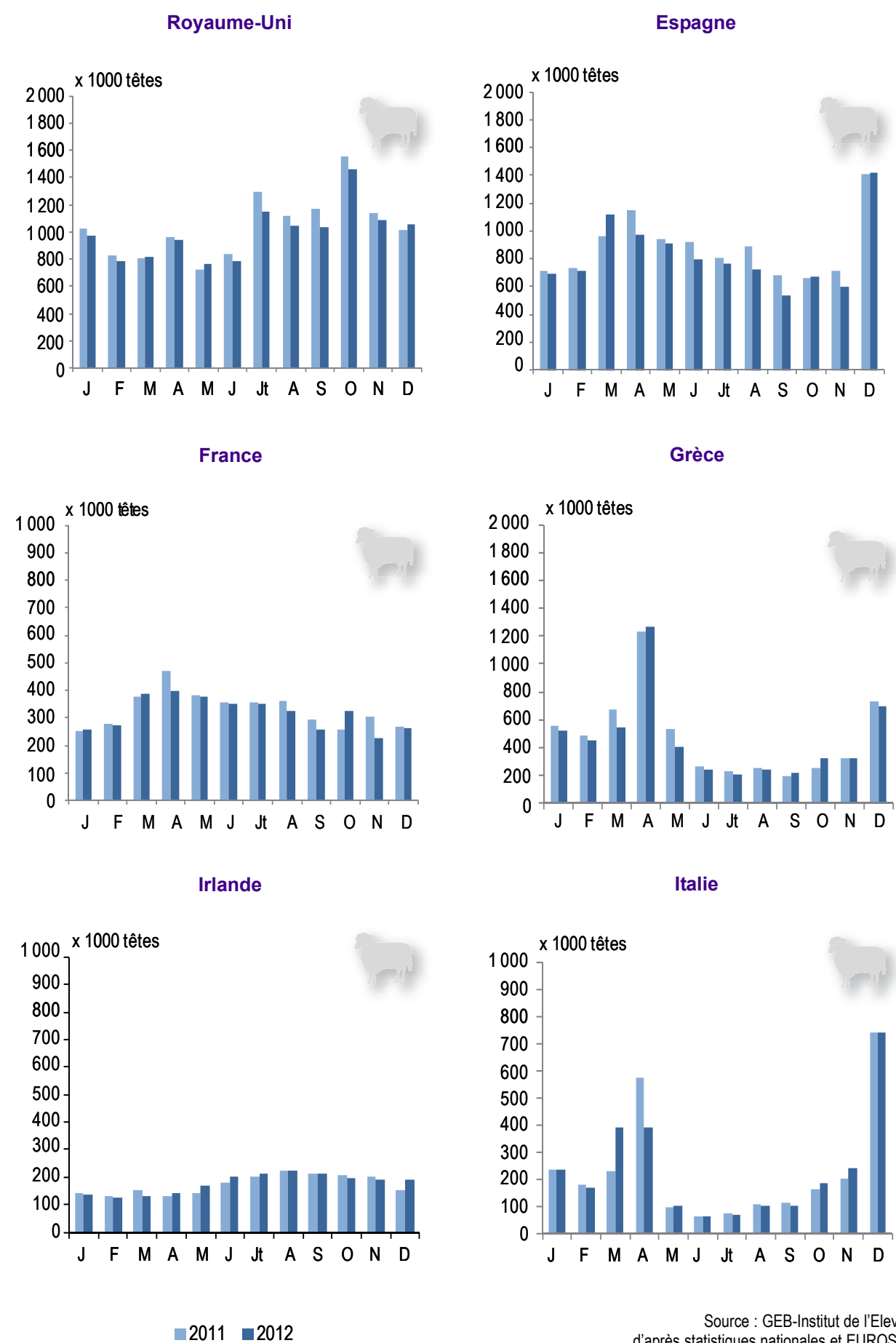
En 2012, les expéditions européennes vers les pays tiers ont ainsi avoisiné 1,5 million de têtes, soit 3% de plus qu'en 2011. La **Turquie**, qui a progressivement remonté ses droits de douane sur les ovins vivants jusqu'à 40% en fin d'année, ne fait néanmoins plus office d'Eldorado. Les expéditions européennes vers la Turquie ont ainsi été divisées par 4,5, à 220 000 têtes.

À l'inverse, le **Proche-Orient** et l'**Afrique du Nord** ont attiré les principaux exportateurs. La Roumanie, dont les expéditions totales d'ovins vivants ont pourtant progressé de moins de 1% à 1,78 million de têtes, a en effet envoyé plus de 600 000 animaux vers la Libye, 420 000 vers la Jordanie et 75 000 vers la Tunisie. De même, les opérateurs espagnols ont fait exploser leurs exportations sur le pourtour méditerranéen, à 150 000 têtes vers la Libye et à 50 000 têtes vers le Liban, où ils ont pris la place des commerçants français grâce à des prix particulièrement compétitifs.

> > >

Saisonnalité des abattages en Europe

Figure 3.5



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après statistiques nationales et EUROSTAT

Comme en 2011, les pays du **sud de l'UE** ont limité leurs achats d'animaux vivants. L'Italie a ainsi réduit ses importations de 13% à 1,1 million de têtes. Les deux tiers des volumes ont été fournis par la Hongrie et la Roumanie, et 16% par la France. Les importations espagnoles, composées en très grande majorité par les agneaux de lait français, ont reculé de 5%. Enfin, les achats grecs d'ovins vivants en provenance d'Europe de l'Est ont été divisés par deux, à 100 000 têtes.

Recul de l'offre européenne en viande ovine

En 2012, la production de viande ovine dans l'Union européenne a reculé de 3% par rapport à 2011, avec un total estimé à 837 000 tonnes équivalent carcasses. À l'exception de l'Irlande, les abattages d'ovins se sont en effet contractés dans les grands pays producteurs européens.

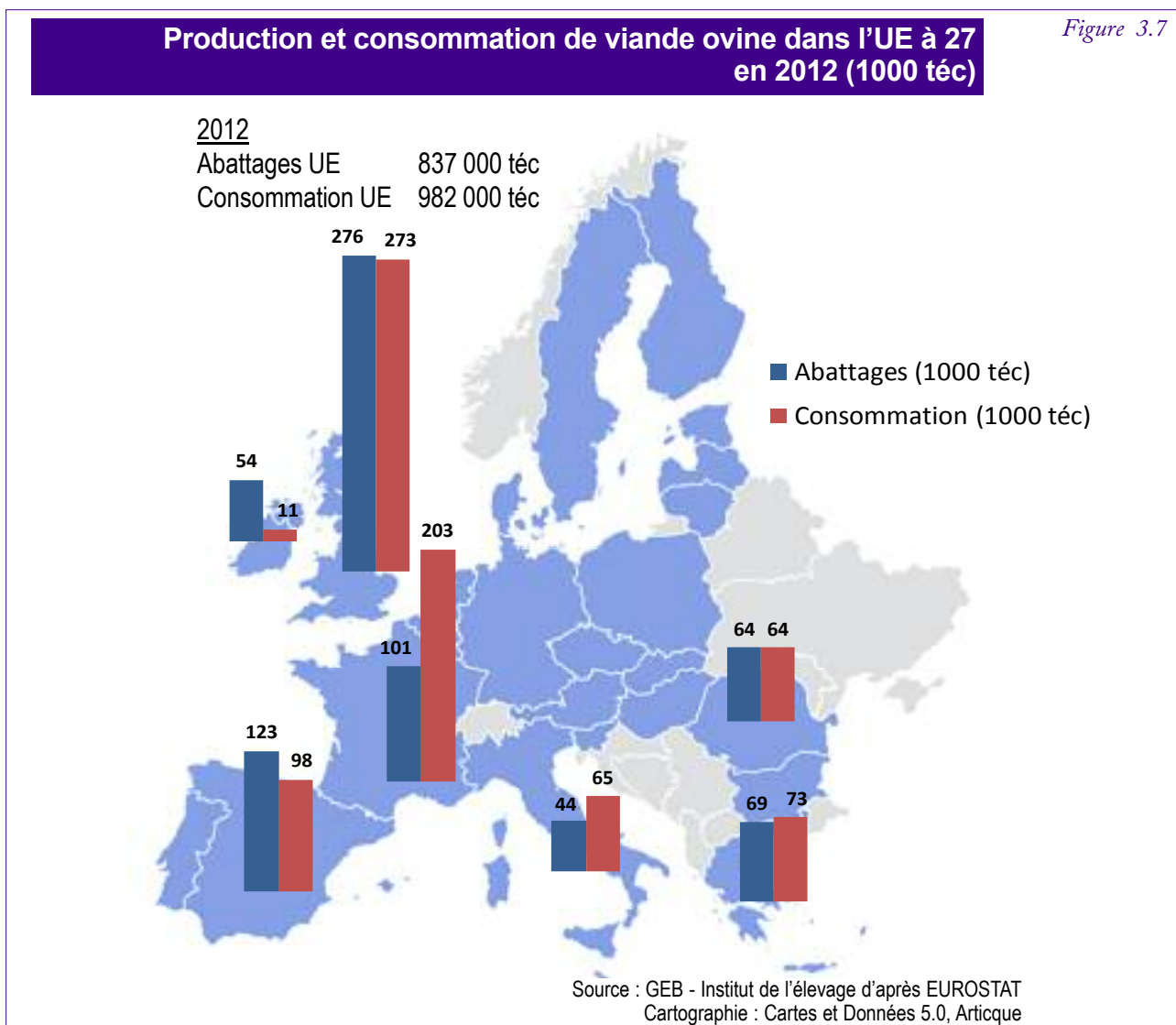
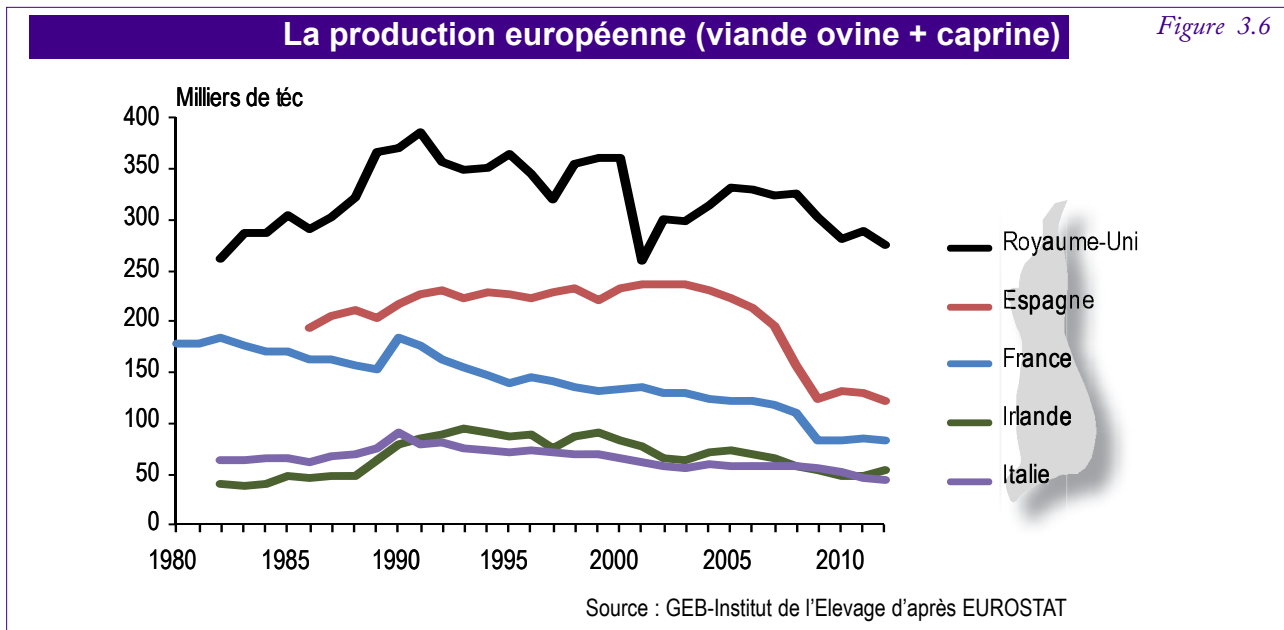
Au **Royaume-Uni**, la hausse du cheptel de brebis reproductrices en 2011 a permis un accroissement des naissances d'agneaux en 2012, ce qui laissait présager une augmentation des abattages au cours de l'année. Les naissances ayant lieu majoritairement au printemps outre-Manche, les sorties d'agneaux britanniques sont normalement maximales entre juillet et novembre. La dégradation des conditions climatiques dans le pays à partir du mois de juin a néanmoins pénalisé la finition des animaux et retardé les sorties d'agneaux. Au total, on estime qu'environ 500 000 sorties initialement prévues pour la deuxième moitié de l'année ont été reportées au premier semestre de 2013 (ils seront alors vendus comme « *hoggets* »). En 2012, les abattages d'agneaux ont ainsi accusé un repli de 4% au Royaume-Uni, à 11,9 millions de têtes. En hausse sur le premier semestre, le poids des carcasses s'est en outre allégé au second semestre du fait de la difficulté rencontrée par les éleveurs pour finir leurs agneaux. À 19,1 kg sur l'année, leur poids carcasse moyen est ainsi resté stable par rapport à celui de 2011.

Le cheptel étant en pleine phase de reconstruction, les sorties de brebis ont également été limitées en 2012. À 1,8 million de têtes, elles affichaient une chute de 8% sur l'année. Au total, la production de viande ovine britannique a ainsi reculé de 5% en un an, tombant à 276 000 têtes en 2012, son niveau le plus bas depuis plus de 20 ans, fièvre aphteuse de 2001 mise à part.

En **Irlande** en revanche, la recapitalisation du cheptel entamée en 2011 a porté ses fruits. Les abattages d'agneaux ont grimpé de 11% en un an pour atteindre 2,4 millions de têtes en 2012. La dégradation des conditions climatiques depuis juin associée à la baisse des prix irlandais à la production a néanmoins entamé la confiance des éleveurs et les a incités à réformer une part croissante de brebis sur la fin d'année (+50% sur les trois derniers mois de 2012). Les sorties de brebis ont ainsi progressé de 13% par rapport à 2011, à 300 000 têtes. Les poids carcasse s'étant globalement maintenus, la production irlandaise de viande ovine a bondi de 12% en 2012, à 54 000 têtes.

En **Espagne**, la production a chuté de 6% en 2012 pour atteindre le niveau historiquement bas de 123 000 têtes. Face à la hausse des coûts de production et des prix restés à l'écart de l'embellie constatée au niveau européen depuis trois ans, la liquidation du cheptel s'est en effet poursuivie. Elle s'est en particulier traduite par le doublement des exportations d'ovins adultes vivants à 270 000 têtes. La réduction des importations en vif (-5%, à 370 000 têtes), constituée principalement d'agneaux de lait français, a en outre accentué le recul des abattages d'ovins dans le pays. Les sorties d'agneaux se sont ainsi repliées de 6%, à 9,9 millions de têtes, tandis que les abattages de brebis chutaient de 16%, à 7 millions de têtes. Les poids moyens des carcasses se sont toutefois étoffés à 11,0 kg pour les agneaux (+1%) et 21,4 kg pour les brebis (+6%).

> > >



En **Grèce**, la production s'est repliée de 3% en 2012 pour se porter à 69 000 téc. La baisse du cheptel de brebis début 2012 combinée à la chute des importations d'agneaux vivants (-67% à 42 000 têtes) a en effet affecté les sorties d'agneaux qui se sont contractées de 4% par rapport à 2011, à 5,5 millions de têtes. Les poids moyens des carcasses sont restés stables à 9,4 kg. La Grèce a en outre réduit de 24% ses exportations d'agneaux en vif en 2012, à moins de 65 000 têtes. Les sorties de brebis ont également diminué, à 0,9 million de têtes pour un poids des carcasses en hausse de 5%, à 20,2 kg en moyenne.

En **Italie**, la forte baisse des importations en vif d'agneaux (-12%, à 1 million de têtes) et d'ovins adultes (-20%, à 142 000 têtes) a également profondément impacté les abattages en 2012. Malgré la stabilisation du cheptel de brebis reproductrices, la production de viande ovine a diminué de 5% par rapport à 2011, à seulement 44 000 téc.

Au total, le Royaume-Uni a assuré à lui seul 33% de la production de viande ovine de l'UE à 27 en 2012, un point de moins qu'en 2011. Avec les 6% produits par l'Irlande, la production de viande ovine outre-Manche représentait donc 39% du total européen en 2012. Ayant une part importante de son cheptel spécialisé dans la production de viande, l'Espagne arrive en 2^{ème} position avec 15% du total européen, suivie de près par la France (10% du total). Viennent ensuite la Grèce et l'Italie, où la production d'agneaux est moindre du fait de l'orientation laitière, avec respectivement 8% et 5% de la production européenne. Bien que ce chiffre ne soit qu'estimé du fait de la très forte proportion d'abattages non contrôlés, la Roumanie aurait en outre produit près de 8% de la viande ovine européenne en 2012.

Nouveau repli des importations en provenance des pays tiers

Les envois de viande ovine des pays tiers vers l'Union européenne se limitent aux contingents annuels négociés après l'Accord agricole du GATT (aujourd'hui Organisation Mondiale du Commerce) en 1994. Ces exportations bénéficient en effet d'une exonération totale des droits de douane prohibitifs appliqués hors quota.

Avec près de 228 000 téc¹, la **Nouvelle-Zélande** dispose de loin du contingent le plus important mais ce dernier n'a été rempli qu'à 70% en 2012, alors qu'il était systématiquement saturé jusqu'en 2009. Pour la troisième année consécutive, le pays a en effet réduit ses exportations de viande ovine vers l'Union européenne : à 142 000 téc, elles accusaient une chute de 12% en un an. Pourtant, l'amélioration de la productivité numérique des brebis a permis la hausse des disponibilités en Nouvelle-Zélande et donc la progression des exportations. La réorientation de volumes croissants vers le marché asiatique, à plus fort potentiel de croissance, s'est à nouveau faite au détriment de l'UE bien qu'elle reste l'un des marchés les plus rémunérateurs.

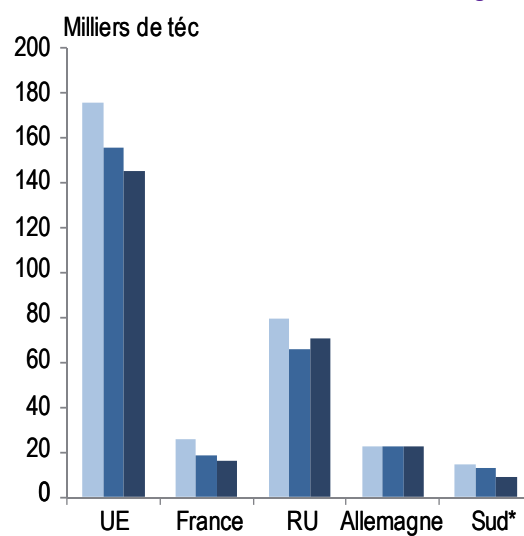
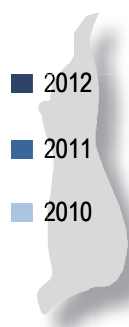
Les évolutions ont été contrastées selon les pays européens. Alors que les expéditions vers la France ont chuté de 12% (à 16 000 téc), les envois vers le Royaume-Uni ont grimpé de 7% (à 71 000 téc). Les envois vers l'Allemagne sont restés quasiment stables (-1% à 23 000 téc). Le Royaume-Uni conforte ainsi sa place de premier client européen de la Nouvelle Zélande (49% des volumes), suivi par l'Allemagne (16%) et la France (11%).

> > >

¹ Chiffre issu des accords du GATT qui stipule un coefficient carcasse de 1,67 pour les importations de viandes désossées dans le cadre des contingents tarifaires. Néanmoins, dans nos statistiques, nous utilisons un coefficient carcasse de 1,3 pour ces viandes désossées échangées.

Exportations néo-zélandaises de viande ovine vers l'UE

Figure 3.8



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes néo-zélandaises

* Italie, Espagne, Grèce

Contingents tarifaires d'importations de viande ovine en Europe (tonnes de produit)

Figure 3.9

	2010		2011		2012	
	Disponible	% utilisé	Disponible	% utilisé	Disponible	% utilisé*
Argentine	23 000	25	23 000	18	23 000	8
Australie	18 786	99	19 186	99	19 186	86
Nouvelle-Zélande	227 854	86	227 854	80	228 254	70
Uruguay	5 800	77	5 800	86	5 800	60
Chili	6 400	89	6 600	80	6 800	46
Islande	1 850	99	1 850	82	1 850	18
Norvège	300	0	300	0	300	0
Groenland	100	0	100	0	100	0
Isles Féroé	20	0	20	0	20	0
Turquie	200	0	200	0	200	0
Autres	200	25	200	5	400	71

* estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

L'importante baisse des prix à la production en Nouvelle-Zélande générée par la hausse des disponibilités océaniques s'est par ailleurs directement répercutée sur la valeur des exportations. Les expéditions à destination de l'Union européenne se sont contractées de 21% en valeur, à 1,32 milliard de \$ NZ (-12% en euros, à 830 millions d'euros). Le prix moyen unitaire des ces envois, toutes présentations confondues, a ainsi chuté de 15%, à 9,09 \$NZ/kg, soit 5,71 €/kg (contre 6,02 €/kg en 2011).

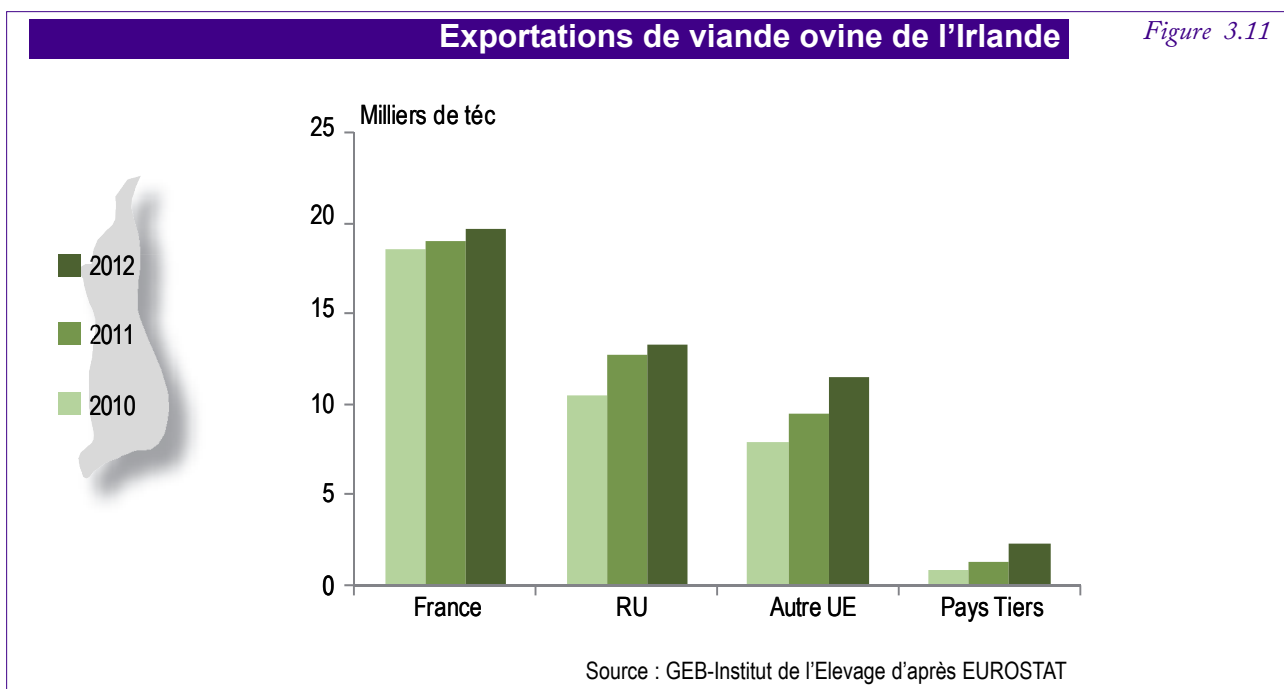
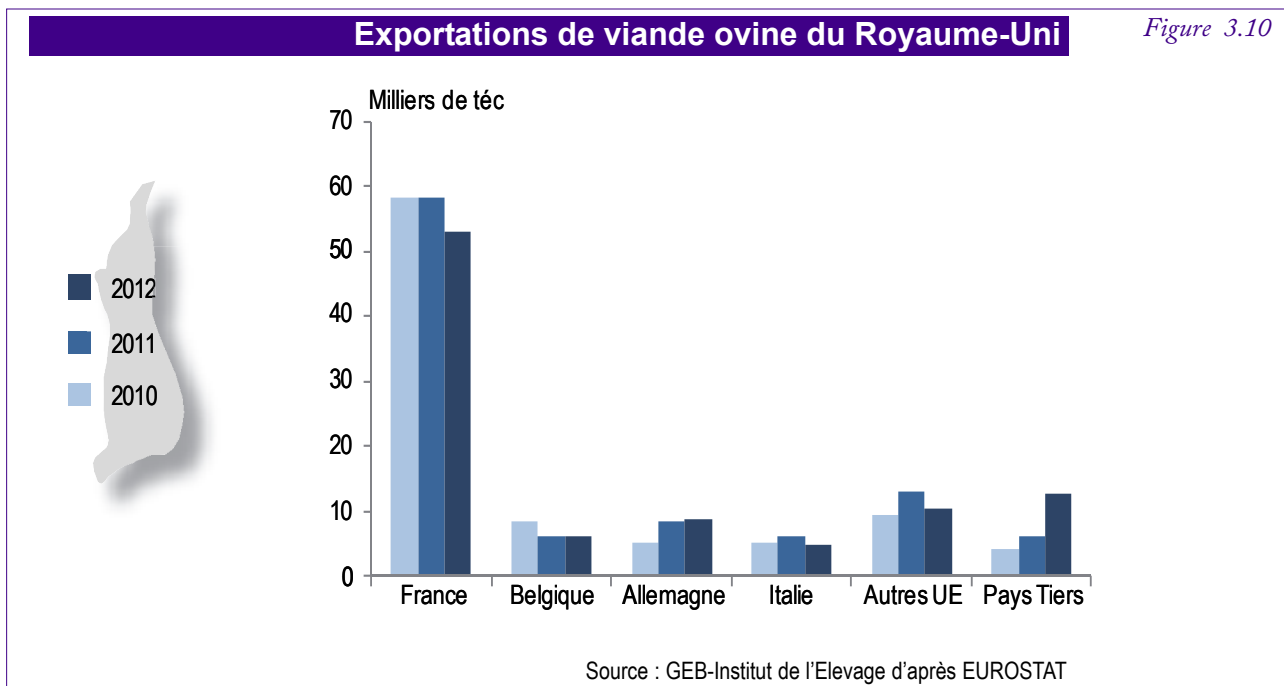
Profitant de cette baisse du prix des exportations, les opérateurs néozélandais ont cherché à maximiser l'envoi vers l'Europe de viandes à plus haute valeur unitaire, notamment de pièces réfrigérées sous vide (*chilled*) plutôt que de viandes congelées. En moyenne sur 2012, les morceaux d'agneaux réfrigérés avec os étaient en effet exportés près de 30% plus chers que les mêmes morceaux congelés. Ainsi, tandis que les importations européennes de viande ovine congelée ont accusé une chute de 16% en 2012 à 94 000 téc, la baisse des achats de viande ovine réfrigérée a été limitée à 2% (à 48 000 téc). La part du réfrigéré a ainsi regagné son niveau de 2010, à 33% du total des exportations. Le Royaume-Uni en absorbait toujours la plus grande part (59%), suivi par la France (14%) et l'Allemagne (10%).

Par ailleurs, la part du désossé dans les importations européennes de viande néozélandaise a de nouveau progressé en 2012, d'un point par rapport à 2011 à 36% du total envoyé. Les exportations de viandes désossées à destination de l'Union européenne ont en effet reculé de 10% à 52 000 téc, tandis que les expéditions de viandes avec os diminuaient de 13% à 90 500 téc. Le Royaume-Uni recevait toujours près de la moitié des volumes de désossé néozélandais envoyé en Europe (47%) tandis que l'Allemagne en absorbait le quart (23%), et la France seulement 7%.

Les importations européennes en provenance d'**Australie** ont reculé de 17% en 2012, à 14 700 téc. Le contingent tarifaire du pays n'a ainsi été rempli qu'à 86%. Néanmoins, les évolutions ont été très contrastées entre les différents types de viandes. Alors que les importations de viandes congelées avec os ont été divisées par deux en un an (-49% à 4 100 téc), les volumes de viandes congelées et réfrigérées désossées ont bondi de respectivement 29% et 45% (à 4 600 téc et 1 000 téc). Les envois de viandes réfrigérées avec os se sont en revanche repliés de 5%, à 4 900 téc. La part de viandes désossées dans les envois australiens vers l'Union européenne est ainsi passée de 24% en 2011, à 38% en 2012. Comme en 2011, près des trois quarts des expéditions australiennes vers l'Union étaient destinés au marché britannique.

Parmi les pays d'Amérique du Sud, c'est l'**Argentine** qui dispose du contingent le plus conséquent : à 23 000 téc, il dépasse même celui de l'Australie. En 2012, il n'a cependant été rempli qu'à 8% selon la Commission européenne. Face à la baisse des disponibilités dans le pays, la consommation intérieure a en effet été privilégiée au détriment des exportations de viande ovine. Les envois à destination de l'Union européenne ont ainsi chuté de 57% à 1 600 téc. Il s'agissait pour 2/3 de viandes congelées avec os et pour 1/3 de viandes congelées désossées. En provenance du **Chili**, le contingent de 6 800 téc n'a été rempli qu'à 46% en 2012. Pour la deuxième année consécutive, le pays a en effet réduit ses exportations de viande ovine vers l'Union européenne (-41%, à 3 000 téc). En 2012, l'**Uruguay** a également diminué de 31% ses envois à destination de l'UE et son contingent n'a été rempli qu'à 60%.

> > >



Échanges de viande intra-UE : dynamisme des envois irlandais et espagnols, recul des exportations britanniques

Les échanges intra-européens de viande ovine sont dominés par les flux en provenance du Royaume-Uni, de l'Irlande et de l'Espagne.

Au **Royaume-Uni**, les importations de viande ovine n'ont pas dépassé 93 000 téc en 2012 (-4%). Cela a creusé les disponibilités intérieures, déjà fortement affectées par le repli de la production en raison des mauvaises conditions climatiques. Ainsi, les exportations de viande ovine ont reculé de 2%, à 96 000 téc.

Les expéditions à destination de la France, qui représentent plus de la moitié des envois, se sont contractées de 9% pour tomber à 53 000 téc en 2012. La segmentation de l'offre britannique s'est cependant poursuivie et la part dans les envois vers la France des morceaux désossés réfrigérés, à plus haute valeur ajoutée, a progressé : elle est passée de 4% en 2011 à 7% en 2012. La grande majorité des envois du Royaume-Uni vers la France (91%) reste néanmoins constituée de carcasses réfrigérées. Le prix moyen de ces envois sur l'année était de 4,6 €/kg de carcasse (kgéc), 5% au dessus du prix de 2011 mais inférieur de 40 centimes au prix moyen obtenu sur le marché allemand en 2012. Cela explique en partie le dynamisme des expéditions britanniques vers l'Allemagne : à 8 900 téc, elles ont progressé de 4% en un an. À l'inverse, les exportations à destination de l'Irlande et de l'Italie ont chuté de respectivement 31% et 21%, à 5 900 téc et 4 900 téc.

Les envois britanniques vers les pays tiers ont en revanche explosé en 2012 (x 2,1) pour atteindre 12 700 téc, près de 13% du total. Il s'agissait essentiellement de morceaux congelés issus des quartiers avants, mal valorisés sur le marché européen et facturés 2,5 €/kgéc aux importateurs des pays tiers. Ces envois sont principalement à destination de Hong-Kong, où ils ont presque quadruplé en 2012 à 7 600 téc.

Les exportations irlandaises de viande ovine ont bondi de 10% par rapport à 2011 pour atteindre 47 000 téc en 2012. Elles restaient toutefois 11 000 téc en dessous de leur niveau de 2005, avant que le découplage de la prime à la brebis n'entraîne l'érosion du cheptel. La forte poussée de la production en 2012 a permis d'alimenter des volumes croissants pour l'export. L'Irlande a en outre profité de la baisse des exportations britanniques pour gagner des parts de marché dans de nombreux pays.

La France reste le premier client de l'Irlande, avec 20 000 téc, soit 4% de plus que l'année précédente, suivie du Royaume-Uni, à 13 000 téc (+4% / 2011). Leurs parts respectives (43% et 28% en 2012) tendent néanmoins à diminuer face au dynamisme des envois irlandais vers les destinations secondaires. Se portant à 3 000 téc, les expéditions à destination des marchés allemand et suédois ont en effet bondi respectivement de 27% et 18% en 2012. Les pays tiers (principalement Hong-Kong) ont par ailleurs absorbé, en 2012, 87% de marchandises irlandaises de plus qu'en 2011 pour dépasser pour la première fois les 2 000 téc. La part des viandes désossées réfrigérées est restée stable à 23%, même si elles ont connu un franc succès en France (+12% en volumes) et dans les pays tiers (+85%).

Les exportations **espagnoles** ont de nouveau fortement progressé en 2012 pour atteindre un niveau record de 33 000 téc, soit 9% de plus qu'en 2011. Dans un contexte économique particulièrement dégradé, la chute de la consommation dans le pays a en effet été plus impor-

Bilan en viande ovine des principaux pays producteurs (1000 t c) *Figure 3.12*

		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/ 2011	
France	Abattages contrôlés	110	109	106	106	102	100	99	97	90	83	83	85	83	-3%	
	Imports viande	175	128	145	139	141	141	144	134	136	134	122	113	110	-3%	
	Exports viande	9	9	7	10	9	8	9	8	8	8	8	9	8	8	-3%
	Consommation	275	229	244	235	234	232	234	223	218	210	196	190	185	-3%	
Royaume-Uni	Abattages redressés	361	259	300	300	314	331	330	325	326	303	281	289	276	-5%	
	Imports viande	117	101	109	121	125	118	123	122	121	126	111	97	93	-4%	
	Exports viande	99	30	62	77	77	86	88	69	87	97	91	98	96	-2%	
	Consommation	379	329	348	344	363	364	365	378	359	331	302	288	273	-5%	
Irlande	Abattages redressés	83	78	67	63	72	73	70	66	59	55	48	48	54	+12%	
	Imports viande	2	2	2	2	3	2	3	3	3	4	3	4	4	+3%	
	Exports viande	54	61	47	45	52	57	55	52	45	43	38	42	47	+10%	
	Consommation	31	19	21	20	22	18	18	17	17	16	13	9	11	+16%	
Espagne	Abattages*	232	236	237	236	231	224	214	196	157	124	131	131	123	-6%	
	Imports viande	11	10	11	14	10	13	15	12	11	13	14	13	8	-38%	
	Exports viande	19	23	24	22	22	21	28	26	22	20	29	30	33	+9%	
	Consommation	224	223	223	228	219	217	201	182	146	118	116	113	98	-14%	
Gr�ce	Abattages contrôlés	81	79	82	80	83	78	75	73	73	72	71	71	69	-3%	
	Imports viande	19	19	15	17	14	17	16	12	13	12	9	9	6	-36%	
	Exports viande	0	3	0	0	1	1	0	1	1	1	2	2	2	+5%	
	Consommation	99	95	96	96	96	94	91	85	85	82	79	79	73	-7%	
Italie	Abattages redressés	65	62	59	56	59	59	59	59	57	57	52	47	44	-5%	
	Imports viande	24	26	24	24	23	27	30	27	26	25	25	25	23	-9%	
	Exports viande	3	2	1	1	1	1	1	1	1	2	3	2	2	+8%	
	Consommation	87	86	81	80	81	85	87	85	82	80	74	70	65	-7%	
UE 27	Abattages redressés	1104	1015	1032	1031	1052	1058	1036	1010	945	884	854	860	837	-3%	
	Imports viande**	235	233	234	235	226	237	244	241	240	240	212	196	167	-15%	
	Exports viande**	3	2	3	3	5	5	4	4	5	6	12	14	23	+66%	
	Consommation	1336	1245	1264	1263	1273	1291	1276	1248	1181	1117	1054	1043	982	-6%	

*   partir de 2008, les chiffres espagnols d'abattage ne tiennent plus compte de la production non contr l e.

** Séries modifi es cette année: utilisation des données EUROSTAT et du coefficient carcasse 1,3 (jusqu'à 2011, les chiffres utilisés dans l'Année Economique Ovine pour l'UE à 27 étaient ceux du CIRCA (Commission européenne), utilisant des coefficients carcasse différents)

Source : GEB-Institut de l'élevage d'après Eurostat

tante que la baisse des disponibilités. La part des viandes désossées est restée la même, à 31% du total, toutes destinations confondues, tandis que celle des viandes réfrigérées se maintenait à 61%. Les envois à destination de la France ont bondi de 17% pour se porter à 13 500 téc. Les expéditions vers l'Italie se sont en revanche contractées de 3% pour ne plus dépasser 5 300 téc. Les exportations vers le marché britannique ont également chuté de 22%, à 4 000 téc. À l'inverse, à l'image du Royaume-Uni et de l'Irlande, l'Espagne a vu ses volumes expédiés vers les pays tiers exploser (x 2,5 à 4 000 téc).

À l'inverse, les importations espagnoles ont chuté de 38% pour plafonner à 7 800 téc en 2012. La Nouvelle-Zélande qui représentait plus de 40% de ces achats en 2011 a ainsi réduit ses volumes de moitié, à seulement 2 600 téc pour ne finalement plus constituer que 33% des importations espagnoles. De même, les achats de viande française ont diminué de 24%, à 600 téc, tandis que ceux d'agneau italien se réduisaient de 7%, à 1 300 téc.

Nouvelle chute de la consommation européenne en 2012

Après un recul limité à 1% en 2011, la consommation par bilan de l'UE à 27 a chuté de 6% en 2012 renouant ainsi avec la tendance des années précédentes. Représentant 980 000 tonnes équivalent carcasse au total, près de la moitié de la consommation européenne (47%) est réalisée dans seulement deux pays : le Royaume-Uni et la France. La consommation y porte essentiellement sur des agneaux lourds, de plus de 13 kg de carcasse. L'autre pôle de consommation en Europe se trouve au sud de l'Union et concerne des agneaux légers de moins de 13 kg éc. L'Espagne, la Grèce et l'Italie regroupaient ainsi respectivement 10%, 7% et 7% de la consommation totale en 2012.

La consommation individuelle moyenne de viande ovine dans l'UE a ainsi reculé de près de 130 g pour s'établir à 1,95 kg/an par Européen en équivalent carcasse pour l'année 2012. Les situations restent néanmoins contrastées entre les pays. Le niveau de consommation était ainsi en 2012 de 6,5 kg en Grèce (-7% / 2011), de 4,3 kg au Royaume-Uni (-6%), de 2,3 kg en Irlande (+16%), de 2,1 kg en Espagne (-14%) et de seulement 1 kg en Italie (-7%). Il n'est par ailleurs que de quelques centaines de grammes dans les pays de l'Est.

Au **Royaume-Uni**, la consommation par bilan a été profondément affectée en 2012 par la baisse des abattages et le recul des importations. Elle est ainsi tombée à 273 000 téc, soit 5% de moins qu'un an auparavant.

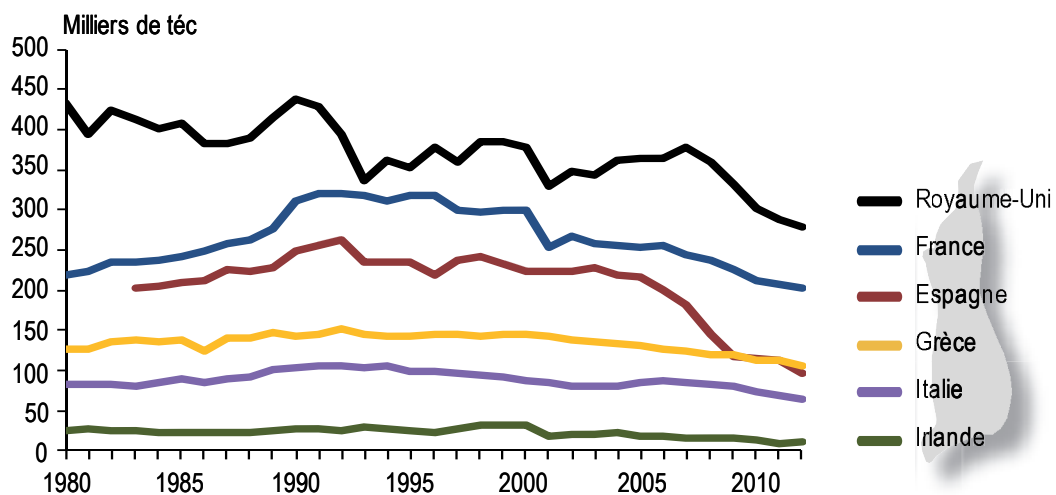
En **Irlande** à l'inverse, la forte progression de la production en 2012 a permis à la consommation de repartir à la hausse après l'importante baisse de 2011. Les achats des ménages irlandais restent néanmoins affectés par la baisse du pouvoir d'achat dans ce pays durement frappé par la crise économique. À 11 000 téc, la consommation estimée par bilan a ainsi grimpé de 16% en 2012 mais restait 20% en dessous de son niveau de 2010. Il faut souligner que ces bilans irlandais sont extrêmement sensibles à la quantification des exportations qui représentent 80% des débouchés et ne doivent donc pas être pris au pied de la lettre (ou du chiffre en l'occurrence).

La consommation est par ailleurs demeurée morose dans les pays du sud de l'Union européenne qui subissent aussi de plein fouet la crise économique. En **Espagne**, la consommation par bilan a chuté de 14% en 2012 pour tomber à 98 000 téc.

> > >

La consommation européenne (viande ovine + caprine)

Figure 3.13



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après EUROSTAT

La consommation s'est également fortement repliée en **Italie**, conséquence directe de la baisse de production et du repli des importations de viande ovine. À 65 000 téc, elle affichait un recul de 7% en un an.

De la même façon, en **Grèce**, la baisse des abattages conjuguée à la contraction des importations a entraîné la diminution de 7% de la consommation par bilan, à 73 000 téc. Le pays détient néanmoins toujours le record de la consommation par habitant en Europe.

Maintien des prix européens à des niveaux élevés

- Après deux années d'augmentations consécutives, le prix moyen annuel des agneaux lourds (>13kg de carcasse) dans l'UE a de nouveau progressé de 5% en 2012 pour se porter à 5,00 €/kg de carcasse. Les hausses sont néanmoins restées faibles en France et au Royaume-Uni, tandis que la cotation reculait en Irlande face à l'essor des disponibilités sur son marché intérieur.

Au **Royaume-Uni**, la cotation de l'agneau lourd a progressé de 1% en euros, pour atteindre 5,03 €/kg de carcasse en moyenne sur 2012. Calculée en monnaie nationale, la cotation britannique a cependant reculé de 5% en moyenne annuelle du fait de l'appréciation de la livre sterling par rapport à l'euro (+7% en 2012).

Après une année 2011 déjà marquée par des prix records, l'agneau britannique a commencé 2012 à 5,40 €/kg de carcasse, soit 17% de plus qu'un an auparavant. Malgré une hausse saisonnière moins marquée qu'en 2011 autour de Pâques, il s'est maintenu à des niveaux élevés jusqu'au mois d'août, soutenu par la baisse des disponibilités dans le pays. La reprise des importations de viande ovine à bas prix en provenance de Nouvelle-Zélande a entraîné la chute des cours à partir de septembre. L'agneau britannique a ainsi terminé l'année 24% en dessous de sa valeur de 2011, à seulement 4,13 €/kg de carcasse.

En **Irlande**, l'importante progression de la production en 2012 a entraîné un encombrement du marché faisant pression sur les cours. La cotation irlandaise de l'agneau lourd a ainsi accusé une baisse de 4% par rapport à 2011, avec une moyenne de 4,47 €/kg de carcasse sur 2012. Elle restait néanmoins supérieure de 5% à sa valeur moyenne de 2010. L'écart entre les cotations irlandaises et britanniques a ainsi quasiment doublé : de 28 centimes d'euros en 2011, il est passé en moyenne à 56 centimes d'euros en 2012.

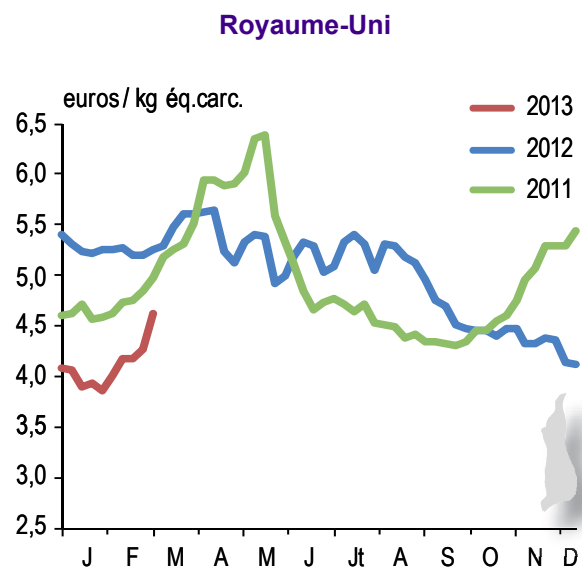
En **Espagne**, la cotation de l'agneau lourd a limité les dégâts grâce aux exportations et malgré la chute de la demande intérieure : elle a fléchi à 5,12 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année, en repli de 1% par rapport à 2011.

- Sur le marché de l'agneau léger (<13 kg de carcasse), le cours européen est reparti à la hausse en 2012 : à 5,99 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année, il enregistrait une progression de 2% par rapport à 2011. Il restait cependant inférieur de 6% à son niveau élevé de 2009.

> > >

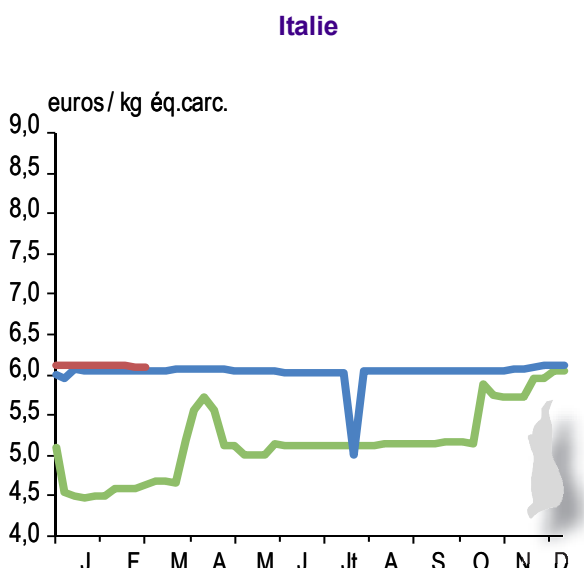
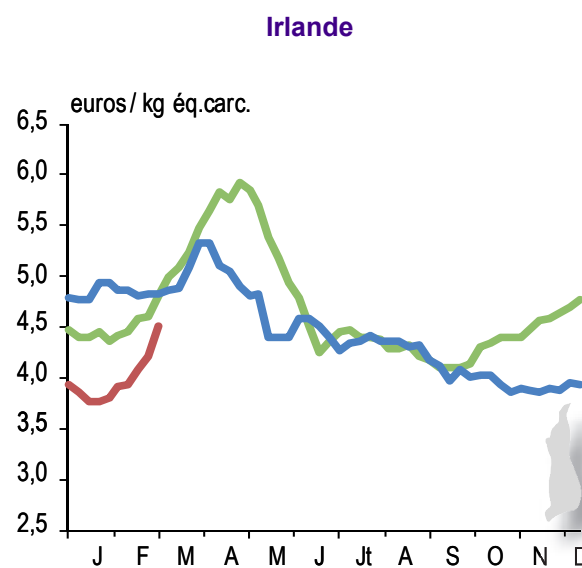
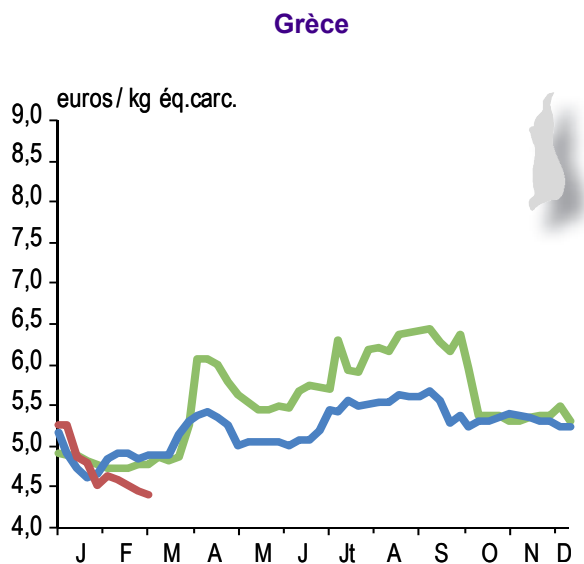
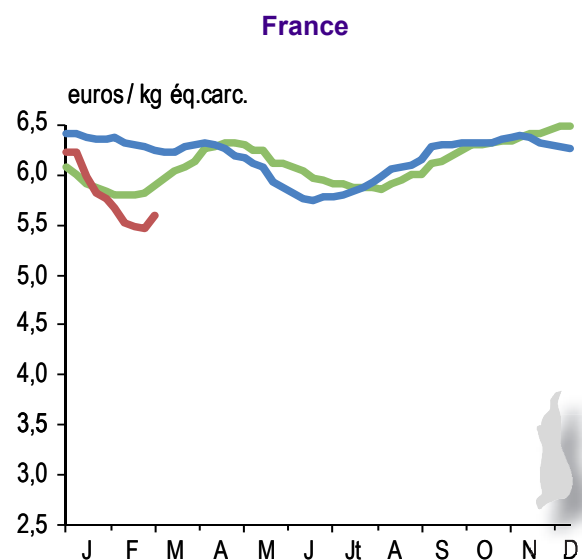
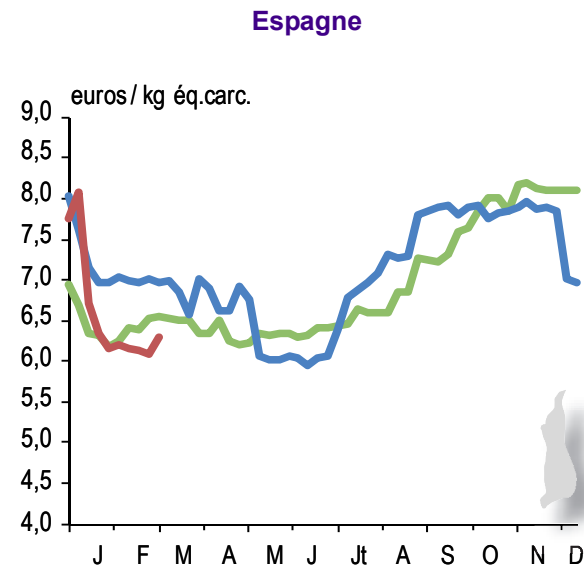
Cotations de l'agneau lourd

Figure 3.14



Cotations de l'agneau léger

Figure 3.15



Source : GEB-Institut de l'élevage d'après Eurostat

En **Espagne**, la production d'agneaux de lait a lieu principalement entre novembre et mai, avec un pic saisonnier très marqué au mois de décembre. Si des cotations sont établies de juin et octobre, elles ne sont pas représentatives. En 2012, la cotation moyenne de l'agneau léger entre janvier et mai s'est portée à 6,87 €/kg de carcasse, soit 7% de plus que l'année précédente. La décapitalisation de ces dernières années couplée à la dégradation du solde du commerce en vif en 2012 ont en effet entraîné le recul de la production de viande ovine dans le pays, ce qui a eu un effet positif sur les cours de l'agneau. Le recul de la consommation intérieure de viande ovine a cependant profondément affecté la hausse saisonnière des cours au moment du pic de production de fin d'année. Ces derniers ont alors chuté de 5% par rapport à l'année précédente, à seulement 7,68 €/kg de carcasse en moyenne de novembre à décembre.

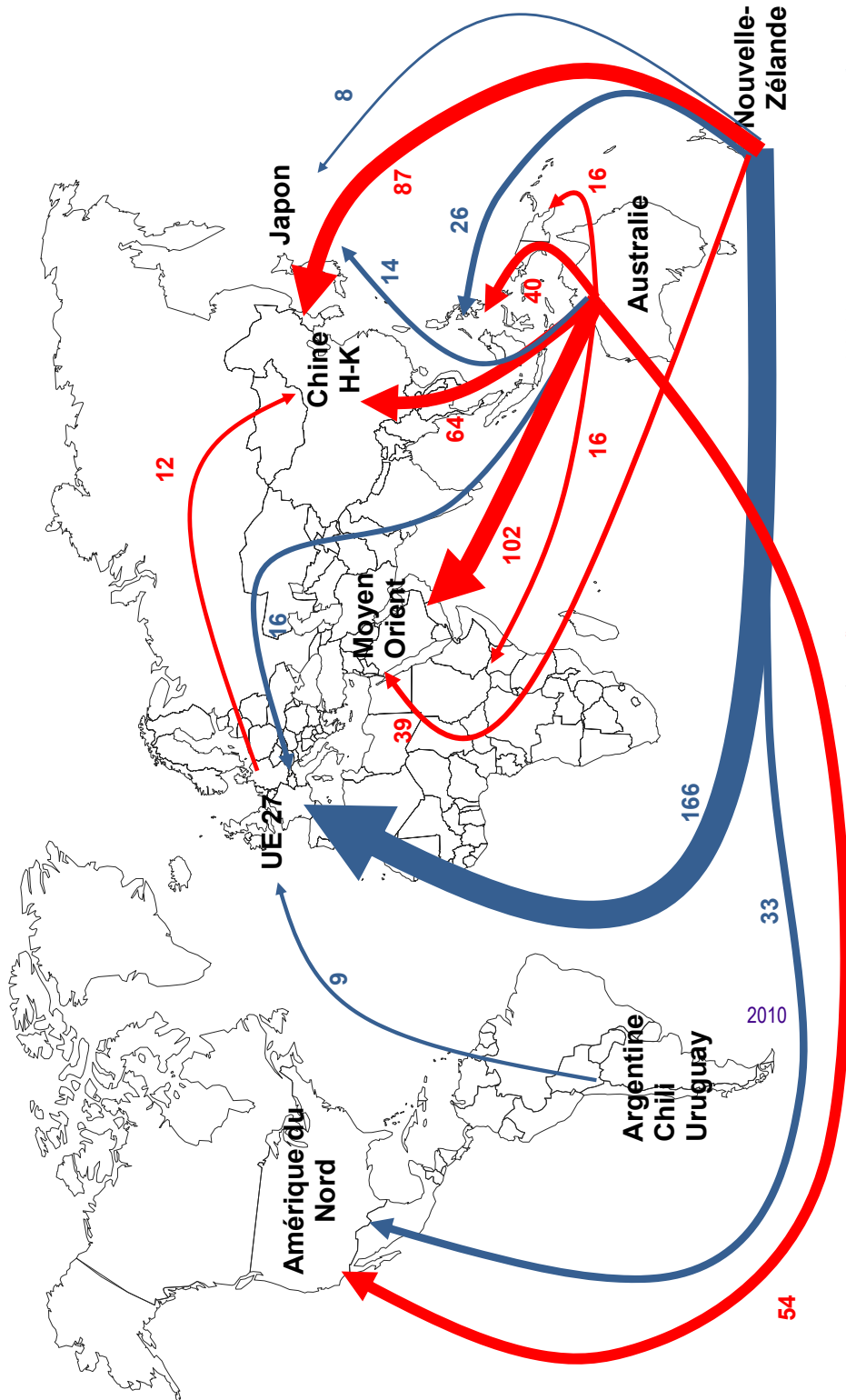
En **Italie**, le cours de l'agneau léger a bondi de 17% pour se porter à en moyenne 6,03 €/kg de carcasse en 2012. L'importante baisse des importations en vif a en effet pesé sur la production de viande dans le pays et soutenu les cours.

En **Grèce**, à l'inverse, le cours de l'agneau léger n'a pas réussi à se maintenir face au recul de la consommation. Il a ainsi perdu 6% de sa valeur, à 5,22 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année.



Figure 4.1

Les flux de viande ovine en 2012 (1000 téc)



* Les flux en augmentation par rapport à 2011 sont en rouge, ceux en recul sont en bleu. Seuls les flux de plus de 5 000 téc sont représentés.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après différentes sources

4

Marché mondial : davantage d'agneaux

Après une année 2011 marquée par des conditions fourragères très favorables en Océanie, l'amélioration de la productivité numérique des brebis en Nouvelle-Zélande et la reconstruction du cheptel australien ont permis une nette augmentation de la production en 2012, réamorçant les exports océaniens.

En revanche, dans les grands pays producteurs d'Amérique du Sud, les sorties ont été limitées l'an passé. L'Uruguay a néanmoins réussi à augmenter légèrement ses exportations mais les envois chiliens et argentins se sont à nouveau effondrés.

Portées par la progression des envois océaniens, les disponibilités sur le marché mondial se sont ainsi largement étoffées, entraînant les cours mondiaux à la baisse. Pourtant l'Union européenne a une nouvelle fois réduit ses importations de viande ovine. Comme lors des années précédentes les exportateurs ont donc redirigé une part croissante de leurs marchandises vers le Moyen-Orient et la Chine, des marchés moins rémunérateurs mais à plus fort potentiel de croissance que l'UE.

> > >

Exportations néozélandaises de viande ovine

Figure 4.2

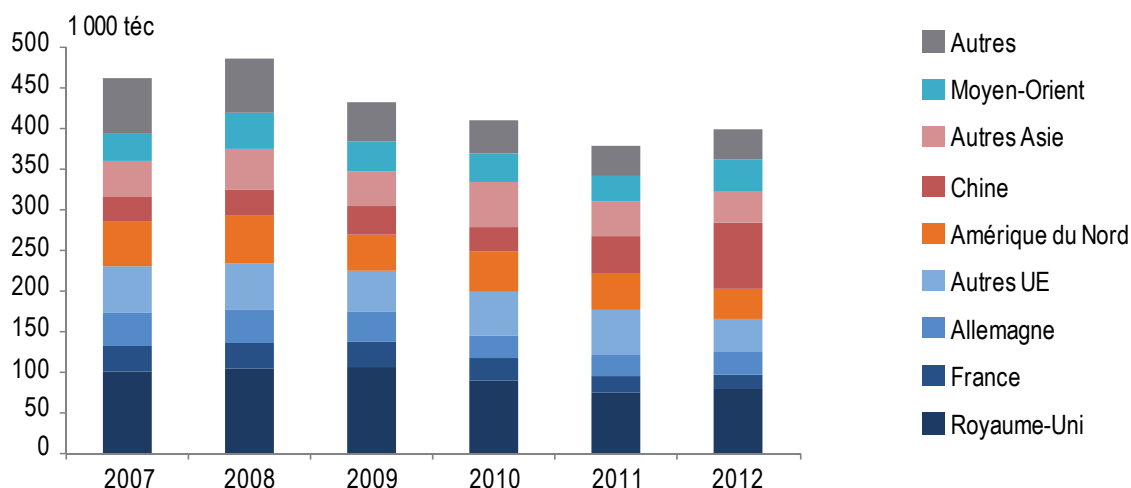
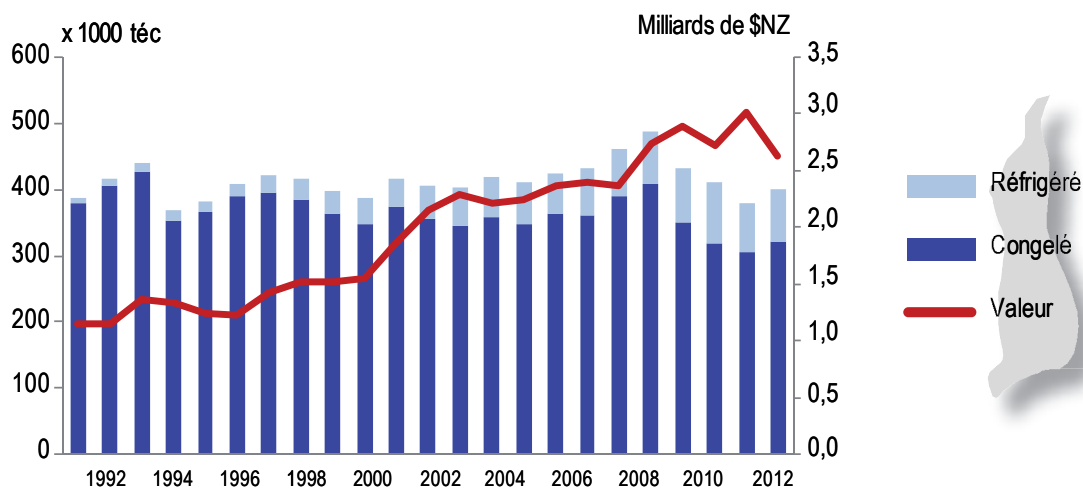


Figure 4.3

x1000 téc	CONGELÉ			RÉFRIGÉRÉ			TOTAL		
	2011	2012	% 12/11	2011	2012	% 12/11	2011	2012	% 12/11
MONDE	305	322	+6%	75	77	+3%	379	399	+5%
UE27	125	111	-11%	53	55	+4%	178	166	-7%
dont France	12	9	-23%	8	8	+0%	20	17	-13%
dont RU	45	47	+5%	30	33	+10%	75	80	+7%
dont Allemagne	21	22	+5%	6	6	+0%	27	27	+0%
dont Belgique	11	4	-61%	5	3	-31%	16	8	-52%
Amérique du Nord	26	23	-11%	12	10	-19%	38	33	-13%
Moyen-Orient	26	31	+19%	4	7	+76%	30	38	+27%
Asie	86	118	+38%	2	2	-8%	89	121	+36%
dont Chine	45	81	+80%	0	0	-	45	81	+80%
dont Japon	8	6	-26%	2	2	-11%	10	8	-23%
dont Hong-Kong	7	6	-14%	0	0	+0%	7	6	-14%
dont Malaisie	9	10	+11%	0	0	-	9	10	+11%
dont Taiwan	13	12	-11%	0	0	-36%	13	12	-11%
Autres	42	38	-8%	3	3	-10%	45	41	-8%

Figure 4.4



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après NZ Statistics

Nouvelle-Zélande : l'amélioration de la productivité numérique des brebis booste les exportations

Alors que les performances de reproduction avaient été mauvaises lors du printemps austral 2010 en raison des conditions climatiques désastreuses, les niveaux de prix élevés pour les ovins de réforme en début de campagne 2010-2011 ont incité les éleveurs néozélandais à réformer davantage de brebis tout en conservant un nombre plus élevé d'agnelles de renouvellement. Au 30 juin 2011, les effectifs de brebis reproductrices accusaient ainsi une chute de 6% en un an en Nouvelle-Zélande. Cependant, les bonnes conditions météorologiques du printemps austral 2011 ont permis une amélioration sensible de la productivité numérique par brebis. Ainsi, malgré la baisse du cheptel reproducteur, le nombre d'agneaux disponibles pour la campagne 2011-2012 était supérieur de 2% à celui de la campagne précédente. En outre, profitant des disponibilités fourragères abondantes pour mieux finir leurs animaux, de nombreux éleveurs ont repoussé à 2012 les sorties initialement prévues fin 2011. De janvier à septembre 2012, les abattages néozélandais d'agneaux ont ainsi progressé de 2% par rapport à 2011, à 15,2 millions de têtes, tandis que leur poids carcasse moyen augmentait à 18,4 kg (+1%). En revanche, les sorties de brebis ont reculé de 10% pendant la même période, à 2,6 millions de têtes. À 24,9 kg en moyenne, leurs carcasses se sont également alourdies.

Grâce à la baisse du taux de réforme et à l'arrivée à maturité des agnelles conservées en 2011, le cheptel de brebis reproductrices a rebondi lors du dénombrement de juin 2012, à 20,6 millions de têtes (+0,6% / juin 2011). Dans le même temps, le cheptel ovin néozélandais s'est agrandi de 2,6%, à 31,9 millions de têtes, les éleveurs ayant conservé davantage d'*hoggets*. Les brebis ayant bénéficié de conditions climatiques et fourragères optimales lors de la période de reproduction, leur productivité numérique s'est à nouveau accrue, se traduisant directement par une hausse de 5,4% des agneaux disponibles pour la nouvelle campagne. Sur les trois derniers mois de l'année 2012, les abattages d'agneaux ont ainsi brutalement grimpé de 10% par rapport à la même période de 2011, à 4,6 millions de têtes. Après les bas niveaux enregistrés fin 2011, les sorties de brebis ont augmenté de 33% d'octobre à décembre 2012 mais restaient inférieures de 21% à leur niveau de 2010. Au total sur l'année 2012, la production de viande ovine en Nouvelle-Zélande totalisait ainsi près de 462 800 téc, soit 4% de plus qu'en 2011.

La consommation intérieure étant un débouché très minoritaire, cette hausse des disponibilités s'est directement répercutée sur les exportations qui, après trois années de baisses, ont grimpé de 5% en 2012, à 399 000 téc. Malgré l'appréciation du dollar néozélandais par rapport à l'euro et au dollar étasunien, la baisse du prix moyen (-17% à 6,60 \$NZ / kg en 2012, soit environ 4,2 €/kg) leur a en effet permis de rester compétitives sur le marché mondial. Néanmoins, si le solde extérieur a fortement progressé en tonnage, il a diminué de 12% en valeur d'une année sur l'autre.

La forte baisse des prix sur le marché mondial au premier semestre 2012 a incité les opérateurs à stocker d'importants volumes de marchandises, entraînant une baisse des exportations de 9% sur la première moitié de l'année et une stabilisation des cours. Au second semestre, l'accroissement des disponibilités (déstockage de viande congelée + arrivée des agneaux de la nouvelle saison) a entraîné un rebond spectaculaire des expéditions néozélandaises, de 32% par rapport à la même période de 2011.

> > >

Exportations australiennes de viande ovine

Figure 4.5

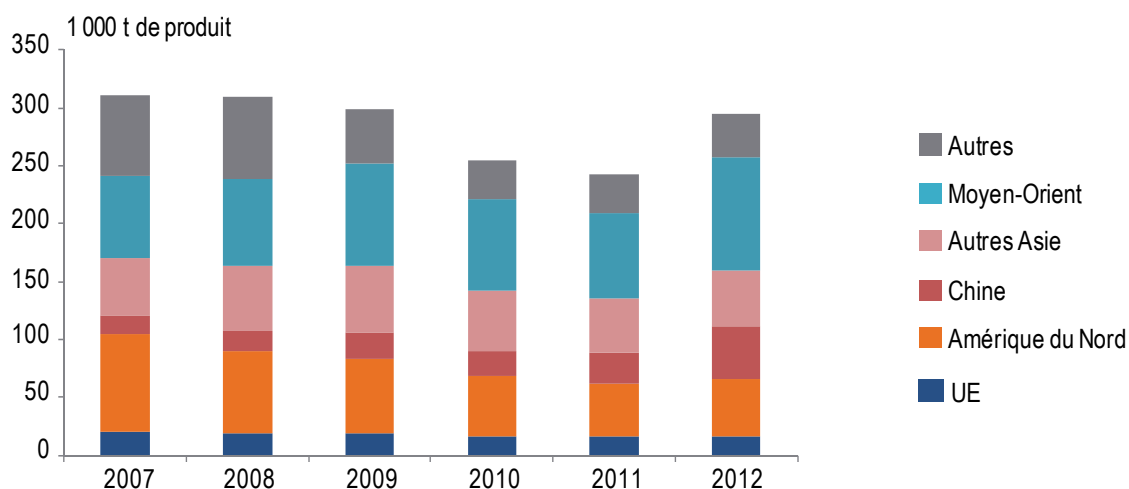


Figure 4.6

x1000 téc	CONGELÉ			RÉFRIGÉRÉ			TOTAL		
	2011	2012	% 12/11	2011	2012	% 12/11	2011	2012	% 12/11
MONDE	193	250	+29%	69	87	+27%	262	337	+29%
UE27	12	9	-25%	6	6	+1%	18	15	-17%
dont France	0	0	-33%	1	1	-11%	1	1	-1%
dont RU	9	7	-21%	4	4	+1%	13	11	-12%
Amérique du Nord	21	27	+31%	26	26	+1%	47	54	+15%
Moyen-Orient	48	64	+34%	23	38	+65%	71	102	+44%
dont Arabie Saoudite	14	17	+21%	2	2	+0%	16	19	+18%
dont EAU	11	14	+27%	9	11	+26%	20	25	+25%
Asie	82	107	+30%	10	12	+11%	92	118	+28%
dont Chine	38	56	+47%	1	2	+100%	38	58	+51%
dont Japon	8	7	-12%	7	6	-14%	14	14	0%
dont Malaisie	9	12	+32%	0	0	+25%	9	12	+32%
dont Singapour	7	8	+25%	1	1	+20%	7	9	+25%
Océanie	13	18	+39%	1	2	+66%	14	20	+41%
Afrique	10	16	+59%	1	1	+4%	10	16	+56%
Autres	7	9	+18%	2	3	+60%	9	12	+26%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après DAFF

Les expéditions néozélandaises à destination de l'Union européenne, constituées pour un tiers de viandes réfrigérées, ont reculé de 7% en volume pour plafonner à 166 000 téc sur l'année. Bien qu'elle reste le premier marché pour la viande ovine néozélandaise (42% des volumes envoyés), une partie des volumes autrefois destinés vers l'Europe a une nouvelle fois été réorientée vers le marché asiatique, moins rémunérateur mais à plus fort potentiel de croissance. Toutefois, alors que les envois vers la France ont chuté de 13% en un an, à 17 400 téc, les exportations vers le marché allemand, plus rémunérateur, sont restées stables à 27 500 téc (+1%). Sur le marché britannique, le manque de disponibilités indigènes a par ailleurs attiré plus de produits néozélandais : se portant à 80 200 téc, les exportations vers le Royaume-Uni ont grimpé de 7% en un an. Poursuivant la tendance de ces dernières années, les exportations vers l'Asie, pour leur quasi-totalité des viandes congelées, ont bondi de 36% pour atteindre le volume record de 120 700 téc. Cette croissance s'est réalisée principalement vers la Chine, qui a quasiment doublé ses achats de viande néozélandaise en un an, à 81 100 téc (+82%). Les exportations néozélandaises ont également abondé vers le Moyen-Orient et, en 2012, l'Arabie Saoudite a augmenté ses achats de 18% à 19 000 téc. Plafonnant à 33 100 téc, les expéditions vers l'Amérique du Nord ont en revanche chuté de 13%.

Australie : rebond des exportations de viande ovine

Les conditions climatiques humides très favorables à la pousse de l'herbe en 2010 et 2011 et les niveaux de prix record pour la viande ovine en 2011 ont encouragé les éleveurs australiens à la reconstruction de leur cheptel ovin, très affaibli par les sécheresses des années 2000. Le retour des conditions sèches en Australie à partir de l'automne austral 2012 combiné à la chute des cours de l'agneau lourd ont cependant freiné cette recapitalisation. Les premières estimations du recensement du 30 juin 2012 font ainsi état d'une hausse limitée du cheptel ovin : à 75 millions de têtes, il n'a progressé que de 2,6% en un an.

Les exportations en vif ont été handicapées au premier semestre 2012 par des cours élevés les rendant peu compétitives sur le marché mondial et par le renforcement des contraintes liées au bien-être animal. Constituées en grande majorité de moutons Mérinos envoyés au Moyen-Orient pour y être abattus après avoir été élevés pour leur laine en Australie, elles se sont maintenues à leur bas niveau de 2011 en plafonnant à 2,4 millions de têtes (-1%). Les envois ont reculé de 20% à 770 000 têtes vers le Koweït qui reste la première destination des exportations australiennes d'ovins vivants, suivi par le Qatar (+50% à 595 000 têtes), la Jordanie (+52% à 330 000 têtes) et la Turquie (-23% à 270 000 têtes). La suspension des expéditions vers le Bahreïn à partir du mois d'août suite à des différends commerciaux a par ailleurs conduit à la réduction de 30% de ses importations d'ovins australiens (à moins de 250 000 têtes) et entraîné la chute des prix d'export en vif en Australie (-50% entre juin et décembre 2012).

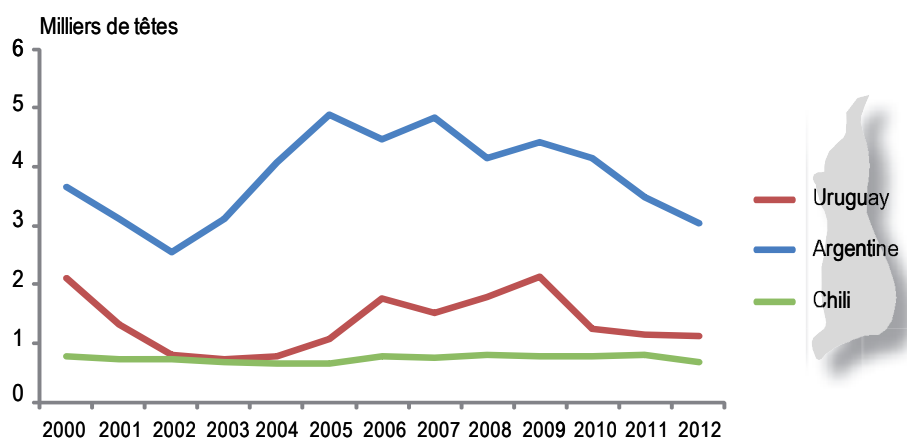
Après deux années de reconstruction du cheptel, les abattages d'agneaux sont repartis à la hausse dès le début de 2012. Le retour des conditions sèches a ensuite accéléré les sorties d'ovins australiens. À 20 millions de têtes, les sorties d'agneaux ont augmenté de 12% en un an tandis que celles d'ovins de réforme grimpaient de 23%, à 6,1 millions de têtes, les poids carcasses restant stables d'un an sur l'autre. La production de viande ovine australienne a ainsi progressé de 15% pour atteindre 583 000 téc en 2012.

> > >

² La différence existant avec le chiffre des importations de l'UE à 27 en provenance de Nouvelle-Zélande (partie « Marché européen ») s'explique par deux raisons. D'une part, il existe un décalage de plusieurs semaines entre le départ des marchandises de Nouvelle-Zélande et leur arrivée dans l'UE. D'autre part, le coefficient carcasse utilisé dans l'Union européenne (1,3) est différent de celui utilisé en Nouvelle-Zélande (1,8).

Abattages d'ovins en Amérique du Sud

Figure 4.7



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INAC, Odepa et SAGPyA

Conséquence de cette importante hausse de la production, les cours de l'agneau lourd et des réformes qui avaient atteint des records en 2011 se sont effondrés en 2012 : ils affichaient en décembre dernier leur niveau le plus bas depuis 2008. Malgré un taux de change défavorable, les exportations australiennes ont ainsi gagné en compétitivité sur le marché mondial : de 3,14 €/kg en 2011, le prix moyen des exportations de viande congelée avec os (56% des volumes) est tombé à 2,98 €/kg en 2012. Nourries par l'abondance des disponibilités, les expéditions australiennes ont ainsi bondi de 29% en un an pour atteindre 336 500 téc. Portées par l'explosion de 50% des envois vers la Chine (à 58 000 téc), les exportations à destinations de l'Asie ont grimpé de 28% (à 118 400 téc), tandis que celles envoyées vers le Moyen-Orient bondissaient de 44% (à 102 000 téc). L'Amérique du Nord n'a pas été en reste avec l'acquisition de 15% de volumes supplémentaires en 2012 (à 54 000 téc). Face à l'essoufflement de la consommation de viande ovine en Europe, les envois vers l'Union européenne ont en revanche chuté de 11% en un an pour ne pas dépasser les 16 000 téc en 2012.

Mercosur : recul de la production

En **Uruguay**, les cours de l'agneau élevés en 2011 ont encouragé les éleveurs à la rétention de leurs brebis reproductrices. Conséquence de cette phase de recapitalisation : après cinq années de baisse consécutives, le cheptel ovin uruguayen s'est étoffé de 10% en 2012 par rapport à 2011 (à 8,2 millions de têtes), notamment grâce à la hausse de 4% des effectifs de brebis (à 4,3 millions de têtes). La chute des cours de l'agneau de plus de 20% en 2012 entraîne cependant de nombreuses inquiétudes chez les producteurs et pourrait freiner la poursuite de la reconstruction du cheptel dans les années à venir.

Les abattages de brebis ont à nouveau reculé de 28% en 2012 pour plafonner à 175 000 têtes. En revanche, grâce à l'augmentation des naissances, les sorties d'agneaux ont grimpé de 12% par rapport à 2011 à près de 780 000 têtes. La production uruguayenne de viande ovine est ainsi restée relativement stable en 2012, à près de 20 000 téc.

Soutenues par la baisse des prix de la viande ovine dans le pays, les exportations, majoritairement constituées de viandes congelées avec os, ont progressé de 5% pour se porter à 18 200 téc tandis qu'elles chutaient de 12% en valeur (à 3,2 €/kg de carcasse en moyenne). La baisse de 26% des envois à destination de l'Union européenne (à 4 600 téc) a en effet été compensée par l'essor des expéditions vers le marché brésilien (+29% à 6 400 téc), par ailleurs plus rémunérateur (en moyenne 3,93 €/kg de carcasse contre 2,94 €/kg de carcasse vers l'UE). En outre, alors que les exportations vers la Chine sont restées stables (à 3 200 téc), les envois vers la Russie et la Jordanie ont explosé de respectivement 67 et 112% (à 1 050 et 870 téc).

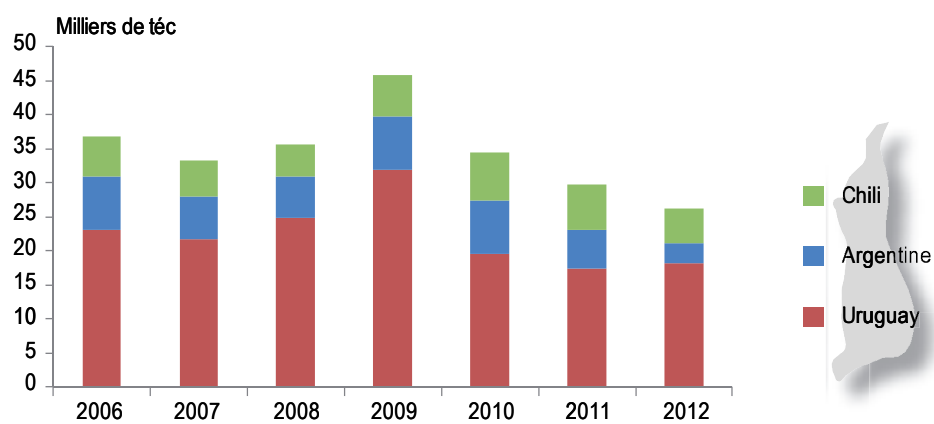
En **Argentine**, le cheptel ovin, concentré pour plus de 65% en Patagonie, s'est stabilisé à 14,7 millions de têtes en 2012, dont 8,4 millions de brebis. Totalisant 3 millions de têtes, les abattages contrôlés d'ovins en Argentine accusaient cependant un repli de 13% en 2012 par rapport à 2011, pour une production de viande ovine plafonnant à 49 000 téc (-13%). Le maintien de prix élevés tout au long de l'année, grâce à un marché intérieur particulièrement captif, aurait ainsi enclenché une phase de recapitalisation.

> > >

² Selon le CIRCA (site de la Commission européenne), la baisse des importations européennes de viande ovine australienne en téc serait moindre. En effet, il existe un décalage de plusieurs semaines entre le départ des marchandises d'Australie et leur arrivée en UE. En outre, le CIRCA utilise des coefficients carcasses légèrement différents.

Exportations de viande ovine d'Amérique du Sud

Figure 4.8



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INAC, Odepa et INEC

Face à cette baisse des disponibilités dans le pays, la consommation intérieure a été privilégiée au détriment des exportations qui ont été divisées par deux en 2012, à 2 900 téc. Constituées à 80% de viande congelée avec os, elles valaient en moyenne 3,8 €/kg de carcasse, soit une baisse de 4% par rapport à 2011. À 1 500 téc selon les douanes argentines, les envois de viande ovine argentine vers l'Union Européenne ont chuté de 62% en un an et remplissent de moins en moins, année après année, le contingent de 23 000 téc qui leur est dédié.

Au **Chili**, les abattages ont reculé de 15% par rapport à 2011 et ont plafonné à 675 000 têtes. Les poids de carcasse affichant une légère hausse d'un an sur l'autre (+1%), la production de viande ovine accusait une chute de 14% en un an, à 9 600 téc.

Par ailleurs, malgré une baisse de 14% en 2012, le prix des expéditions chiliennes est resté plus élevé qu'ailleurs en Amérique du Sud, à 4,5 €/kg de carcasse en moyenne. Les opérateurs chiliens ont donc à nouveau rencontré des difficultés à conserver leur positionnement sur tous les marchés. Affectées par la baisse des disponibilités et les prix relativement élevés, les exportations de viande ovine ont fortement régressé en 2012 : à 5 100 téc, elles enregistraient une baisse de 24% par rapport à 2011.

Les envois vers l'Union européenne, à 5,2 €/kg de carcasse en moyenne annuelle, restent des flux très rémunérateurs pour les opérateurs chiliens. Toutefois, l'UE a réduit ses achats de 38%, à 2 800 téc. Alors qu'elle absorbait 67% des volumes exportés en 2011, seulement 55% des expéditions chiliennes ont ainsi pris le chemin de l'Europe en 2012. Davantage de marchandises ont en revanche été expédiées à bas prix vers l'Asie.



5

Prévisions 2013 : encombrement du marché européen

La progression des importations européennes en provenance d'Océanie et la hausse de la production dans les Îles britanniques contribuent à encombrer le marché européen en 2013, et à faire pression sur les prix. Avec des coûts de production qui devraient se maintenir à des niveaux élevés, nous anticipons une accélération de la décapitalisation du cheptel français en 2013.

Des évolutions de cheptel contrastées

Dans les Îles britanniques, les bons prix de l'agneau depuis deux ans et la faible incidence des coûts alimentaires sur la marge des élevages, à forte dominante herbagère, ont incité les producteurs à recapitaliser. Au **Royaume-Uni**, les effectifs reproducteurs affichent ainsi une hausse de 3,5% fin 2012, à 14,7 millions de têtes selon AHDB/EBLEX. De même, en **Irlande**, l'enquête cheptel de fin 2012 révèle une progression du cheptel de brebis et d'agnelles saillies, de l'ordre de 2% sur un an à 2,5 millions de têtes.

À l'inverse, dans les pays du Sud de l'UE, les élevages ovins ont été fortement impactés par la progression des coûts alimentaires et par la contraction des débouchés nationaux pour les produits laitiers comme pour la viande. En **Espagne**, les effectifs reproducteurs ont ainsi reculé de 6% en un an, à 12,3 millions de têtes. En **Italie**, où la décapitalisation avait été jusque là très contenue, le cheptel de brebis et d'agnelles saillies a chuté de 12% fin 2012, à 6,3 millions de têtes.

En **France**, l'enquête cheptel fait état d'un recul des reproductrices de l'ordre de 2% par rapport à fin 2011. Le nombre de femelles laitières recensées a baissé de 1% à 1,58 million de têtes, tandis que le cheptel allaitant s'est replié de 2,5% à 4,13 millions de têtes.

> > >

Prévisions d'évolution du bilan en viande ovine

Figure 5.1

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013p	2013/2012
France									
Abattages contrôlés	99	97	90	83	83	85	83	83	=
Imports viande	144	134	136	134	122	113	110	114	+4%
Exports viande	9	8	8	8	9	8	8	8	+5%
Consommation	234	225	224	217	195	189	185	188	+2%
Royaume-Uni									
Abattages	330	325	326	303	281	289	276	298	+8%
Imports viande	123	122	121	126	111	97	93	106	+14%
Exports viande	88	69	87	97	91	98	96	105	+9%
Consommation	365	378	359	331	302	288	273	299	+10%
Irlande									
Abattages	70	66	59	55	48	48	54	55	+2%
Imports viande	3	3	3	4	3	4	4	4	+10%
Exports viande	55	52	45	43	38	42	47	48	+2%
Consommation	18	17	17	16	13	9	11	11	+5%
Espagne									
Abattages*	214	196	157	124	131	131	123	115	-6%
Imports viande	15	12	11	13	14	13	8	7	-5%
Exports viande	28	26	22	20	29	30	33	33	=
Consommation*	201	182	146	118	116	113	98	90	-8%
Union européenne									
Abattages	1036	1010	945	884	854	860	837	854	+2%
Imports viande	244	241	240	240	212	196	167	180	+8%
Exports viande	4	4	5	6	12	14	23	28	+25%
Consommation	1 276	1 248	1 181	1 117	1 054	1 043	982	1 006	+2%
A partir de 2008, les chiffres espagnols d'abattage ne tiennent plus compte de la production non contrôlée.									
Nouvelle-Zélande									
Production de viande ovine agréée à l'export*			598	501	464	457	438	460	+5%
* Campagne: Octobre-Septembre									
Australie									
Abattages	669	681	647	624	541	507	583	594	+2%
Imports viande	-	-	-	-	-	-	-	-	
Exports viande	342	344	338	332	288	262	337	345	+3%
Consommation	327	337	309	292	253	245	246	249	+1%

p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage

Hausse conjuguée de la production et des importations en Europe

En Océanie, l'amélioration des conditions climatiques a stimulé une forte recapitalisation. En **Nouvelle-Zélande**, la production ovine agréée à l'export est ainsi prévue en hausse de 5% au cours de la campagne 2012/13 par Beef & Lamb NZ. À ce sursaut des abattages s'ajoutent par ailleurs d'importants reports de marchandises congelées constitués en 2012, et qu'il faudra écouler en 2013. En outre, selon le MLA, les exportations **australiennes** progresseront de 2% sur l'année. Dans ce contexte de marché mondial sous pression, nous anticipons une augmentation des importations européennes de l'ordre de 8%. Cette hausse des achats de viande à bas coût, essentiellement en provenance d'Océanie, continuera à peser sur les prix et incitera les producteurs européens à augmenter la part des agnelles et des réformes envoyées à l'abattoir.

Le **Royaume-Uni** est la principale porte d'entrée des marchandises néozélandaises et, selon AHDB/EBLEX, la progression des importations britanniques atteindrait 14% en 2013. En outre, les abattages devraient augmenter de 8%, sous le triple effet de la hausse du cheptel reproducteur, du report des sorties initialement prévues en 2012, mais retardées pour des raisons climatiques, et des abattages supplémentaires d'agnelles et de réformes. Ainsi, et même si la consommation serait largement tirée à la hausse (+10%) par la baisse du prix au détail et par des activités promotionnelles importantes, le disponible à l'export serait conséquent : en 2013, le Royaume-Uni devrait exporter 105 000 téc de viande ovine, 9% de plus qu'en 2012.

En **Irlande**, la production ovine devrait progresser de 2% en 2013 grâce à la recapitalisation du cheptel initiée en 2011 selon Bord Bia. Alors que le marché intérieur demeurera restreint, l'essentiel des volumes supplémentaires sera exporté, et les expéditions irlandaises de viande ovine devraient augmenter de 2%, à 48 000 téc.

En **Espagne**, la forte baisse du cheptel se traduirait par un recul de la production aussi important, de l'ordre de 6%. En outre, face à un marché intérieur déprimé, les importations devraient se rétracter à nouveau, d'environ 5%. Malgré la baisse des disponibilités intérieures, nous anticipons un maintien des exportations espagnoles : la consommation, après s'être littéralement effondrée en 2012 (-14%), devrait encore chuter (-8%) en 2013.

En **France**, les effectifs reproducteurs ont chuté fin 2012, et les poids carcasse devraient reculer en 2013 en raison de l'effet de ciseau créé par la baisse du prix de la viande et le maintien des coûts de production à de hauts niveaux. Pourtant, nous anticipons une stabilisation de la production autour de 83 000 téc. En effet, la productivité numérique devrait se rétablir, après de mauvaises performances en 2012 liées à la faible fertilité des brebis (impact de la sécheresse de 2011 sur leur état corporel en période de reproduction). En outre, la dégradation des conditions de marché devrait se traduire à la fois par une hausse du taux de réforme et par un recul des rétentions d'agnelles. Le commerce en vif devrait encore fonctionner au ralenti en 2013, avec des importations toujours limitées par la réorientation des flux européens vers le Sud et l'Est de la Méditerranée, tandis que les expéditions d'agneaux de lait resteront sous pression face à la faible demande en provenance d'Espagne et d'Italie.

La baisse du prix de l'agneau britannique, irlandais et néo-zélandais stimulera par ailleurs les importations françaises de viande ovine. Nous prévoyons que celles-ci augmenteraient de plus de 3,5% par rapport à 2012, à 113 500 téc. Calculée par bilan, la consommation de viande ovine progresserait de 2%, à 188 250 téc, et retrouverait presque son niveau de 2011.



Les dossiers Économie de l'Élevage

résumé les principales études conduites par le GEB
(Département Économie de l'Institut de l'Élevage)
en collaboration avec les services de la CNE
Ils sont consultables sur le site : <http://www.idele.fr>

Liste des derniers Dossiers Économie de l'Élevage

- 2012 : L'année économique caprine. n° 433 - mars 2013
- 2012 : L'année économique laitière. Perspectives 2013. n° 432 - février 2013
- 2012 : L'année économique viande bovine. Perspectives 2013. n° 431 - janvier 2013
- Le marché mondial de la viande bovine en 2012. L'appétit de bœuf se creuse en Asie... comblé par l'Inde qui talonne le Brésil. n° 430 - Décembre 2012
- La filière veau de boucherie. Un potentiel à maintenir. n° 429 - Novembre 2012
- Les modèles laitiers du nord de l'Union européenne à l'épreuve de la volatilité n° 428 - Octobre 2012
- La production de viande bovine au Brésil. Le zébu est-il toujours conquérant ? n°427 - Septembre 2012
- Les Allemagnes laitières. Voies divergentes et avenir contrastés. n°426 - Juillet-Août 2012
- La filière viande au Canada. Toujours très dépendante des USA.. n°425 - Juin 2012
- 2011 : L'année économique ovine. Perspectives 2012. n°424 - Mai 2012
- 2011 : L'année économique laitière. Perspectives 2012. n°423 - Avril 2012
- 2011 : L'année économique caprine. n°422 - Mars 2012
- Marchés mondiaux des produits laitiers en 2011. Anticyclone prolongé. n°421 - Février 2012
- 2011 : L'année économique viande bovine. Perspectives 2012. n° 420 - janvier 2012
- Le marché mondial de la viande bovine en 2011. L'Europe dans le sillage des hauts prix mondiaux. N°419 - décembre 2011
- Le lait après 2015. Comment les transformateurs comptent gérer l'offre. n° 418 - novembre 2011
- Où va le bœuf ? Quel produit pour quel marché ? n° 417 - octobre 2011

**Ces documents sont disponibles au prix de 10 € le téléchargement,
sur le site <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>**

Rédaction : Département Économie (GEB)

Le GEB (Groupe Économie du Bétail), Département Économie de l'Institut de l'Élevage, bénéficie du financement du Ministère de l'Agriculture et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, de l'Interprofession lait et viande, et de FranceAgriMer

> Équipe de rédaction : G. Barbin - S. Bouyssière - M. Carlier - F. Champion - JM. Chaumet - P. Chotteau - B. Lelyon - C. Monniot - C. Perrot - M. Richard - G. You

> Mise en page : L. Assmann > Email : leila.assmann@idele.fr > Directeur de la publication : M. Marguet

Document publié en collaboration avec les services de la Confédération Nationale de l'Élevage par l'Institut de l'Élevage

> 149, rue de Bercy - 75595 PARIS CEDEX 12 > Tél. : 01 40 04 52 62 > <http://www.idele.fr>

> CCP 3811-79 Paris > Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens > N° ISSN 1273-8638 > N° IE 001360014

> Abonnement : 160 € TTC par an : P. Dumonthier > Email : technipel@idele.fr > Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> > <http://technipel.idele.fr>